

**UNE INSTRUCTION  
ADRESSÉE AUX WALIS**

**Mettre fin aux  
ralentisseurs  
anarchiques**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



INTEMPÉRIES

**Des inondations  
et des personnes  
secourues**

P4

**PLUS DE 25.000 PARTICIPANTS  
ATTENDUS**

**La Conférence africaine des  
startups s'ouvre aujourd'hui**

P2



**CULTURE**

**Pourquoi j'ai écrit  
«La monstruosité de notre  
siècle» ?**

Par Amir Nour page 12

**«LA MONSTRUOSITÉ DE NOTRE SIÈCLE»  
D'AMIR NOUR**

**Quand l'Occident se retrouve nu...  
Gaza et la fin du mythe moral**

Par Laâla Bechetoula page 12



Ghaza

# 42.000 personnes ont subi des blessures invalidantes

Mohamed Mehdi

Vendredi, 57<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant plus de 590 attaques meurtrières contre les civils de Ghaza durant cette période, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Le dernier rapport statistique, publié jeudi par le ministère de la Santé à Ghaza, annonce un bilan de 8 martyrs dont 6 nouvelles victimes et 2 corps retirés des décombres, ainsi que 16 blessés, durant les précédentes 24h (mercredi).

Le nombre de victimes des attaques israéliennes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, passe à 366 martyrs et 938 blessés, ainsi que 619 corps exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide. Ce nouveau bilan porte le nombre de total de victimes à 70.125 martyrs et 171.015 blessés depuis le 7 octobre 2023.

## «GHAZA ABRITE LE PLUS GRAND NOMBRE D'ENFANTS AMPUTÉS DE L'HISTOIRE MODERNE»

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR) a estimé, mercredi, que près de «42.000 personnes ont subi des blessures invalidantes» depuis le début de la Guerre israéliennes contre Ghaza. L'OHCHR ajoute que «Ghaza abrite le plus grand nombre d'enfants amputés de l'histoire moderne». Un nombre estimé à environ 11.000 par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). «Depuis octobre 2023, 11.000 enfants à Ghaza ont subi des blessures invalidantes», affirme l'UNICEF, ajoutant que cette catégorie d'handicapés est «confrontée à d'immenses difficultés» en raison du fait que «les deux tiers des services de réadaptation ayant été détruits».

De son côté, Hani Islam, le coordinateur des évacuations médicales depuis Ghaza pour Médecins Sans Frontières (MSF), affirme que le besoin d'évacuations médicales supplémentaires est «immense». M. Islam a déclaré que le nombre de personnes évacuées prises en charge par plusieurs pays (une trentaine environ) jusqu'à présent reste «une goutte d'eau dans l'océan». Un chiffre que l'OMS estime à plus de 8.000 patients déjà évacués de Ghaza depuis octobre 2023.

Cependant, le coordinateur de MSF a précisé que ce chiffre ne prenait en compte que les patients inscrits pour une évacuation sanitaire et que le nombre réel est plus élevé. «Selon nous, il est trois à quatre fois supérieur», a-t-il déclaré à l'AFP, ajoutant que «les pays tardent à se décider ou à al-

louer le budget nécessaire à ces patients qui, eux, ne peuvent pas se permettre d'attendre que ce débat ait lieu», a-t-il conclu.

## ELIMINATION DE L'AGENT D'ISRAËL YASSER ABOU SHABAB

Jeudi après-midi, c'est tout Ghaza qui a exprimé une joie immense à l'annonce de l'assassinat de Yasser Abou Shabab, un trafiquant de drogue devenu agent de l'occupation à la tête d'un groupe de mercenaires armés par Israël, connu également pour ses exactions et ses crimes commis contre la population de l'enclave et les détournements des camions d'aide humanitaire dans les pires moments de la famine.

L'annonce de cette élimination, qui a été accueillie comme un «coup dur» par les médias israéliens, a été l'occasion pour les différentes composantes de la résistance palestinienne de rappeler que tous les collaborateurs avec l'entité sioniste subiront le sort de Abou Shabab, les appelant au «repentir avant qu'il ne soit trop tard».

«L'élimination de l'agent traître Yasser Abou Shabab, membre des bandes et mercenaires au service de l'ennemi sioniste, est un message clair à quiconque ose collaborer avec l'occupation».

Elle démontre que les projets des collaborateurs sont fragiles et voués à l'échec, quels que soient les efforts déployés par les médias ennemis et leurs partisans pour les amplifier et les exagérer», ont déclaré les Comités de la Résistance palestinienne (CRP) dans un communiqué rendu public vendredi.

«La mort du criminel Yasser Abou Shabab, dans des zones protégées par l'armée sioniste, prouve l'incapacité de l'entité à protéger ses agents. Elle prouve également que quiconque s'engage dans le borbier de la collaboration est voué à une mort certaine, à la honte et au déshonneur, et qu'il n'y a pas de place pour les collaborateurs et les traîtres dans les rangs de notre peuple» ajoute la déclaration des CRP.

Tout en affirmant qu'ils ne permettront «à personne de fragmenter le tissu national et social», les Comités de la résistance ont réitéré leur «appel au repentir» à «tous ceux qui ont collaboré avec l'ennemi sioniste».

«Rejoignez le giron du peuple palestinien (...) avant qu'il ne soit trop tard. La main de notre peuple et de notre résistance reste tendue à tous ceux qui souhaitent retrouver le droit chemin», conclut la déclaration.

Par ailleurs, dans une déclaration à Al Jazeera, un responsable au ministère de l'Intérieur de Ghaza a confirmé que «la mort du criminel Yasser Abou Shabab est le sort inévitable de tout traître ayant choisi de se soumettre à l'occupation», appelant «les personnes impliquées dans des groupes criminels à se rendre».

## Plus de 25.000 participants attendus La Conférence africaine des startups s'ouvre aujourd'hui

La 4e édition de la Conférence africaine des startups (ASC), considérée comme le plus grand événement dédié aux jeunes pousses en Afrique, débute aujourd'hui samedi à Alger, avec plus de 25.000 participants attendus à cet événement panafricain incontournable pour l'innovation et l'entrepreneuriat.

Placée sous le thème «Pour l'émergence de champions africains», cette conférence, prévue du 6 au 8 décembre en cours au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal, et organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est imposée comme une véritable plateforme continentale destinée à contribuer à bâtir un écosystème technologique compétitif, souverain et inclusif en Afrique.

Cette conférence, organisée par le ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et l'incubateur public Algeria Venture, réunira plus de 35 délégations ministérielles, quelque 200 exposants d'Afrique et d'ailleurs et plus de 300 experts internationaux.

Elle accueillera aussi plus de 150 investisseurs, des porteurs de projets, des incubateurs, des entrepreneurs de la diaspora africaine, des responsables et des représentants d'organisations internationales, ainsi que des acteurs mondiaux.

Cette année, c'est le Rwanda qui sera le pays invité d'honneur, eu égard aux progrès notables réalisés par ce pays en matière d'innovation et à la volonté de l'Algérie de renforcer la coopération avec les pays leaders du continent dans le domaine de l'entrepreneuriat.

L'importance de cet événement a été soulignée récemment par le

président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la tenue de la réunion du Conseil des ministres, qui l'a qualifié de «trait d'union entre les pays africains et le reste du monde».

Evoquant l'avancement des préparatifs et les perspectives de cette conférence, le président de la République a assuré que «l'orientation vers l'économie des startups, dans le cadre d'un partenariat intra-africain, est le modèle le plus efficace pour bâtir une économie forte et diversifiée, reposant sur le savoir et portée par l'Algérie».

Outre le sommet ministériel, qui verra la participation de plus de 35 délégations officielles africaines, la conférence mettra en lumière les succès des champions africains ayant réussi à bâtir des entreprises générant des chiffres d'affaires importants et contribuant au développement de l'économie réelle dans les pays africains.

Pendant les trois jours de l'événement, il est prévu plusieurs activités parallèles, des sessions spécialisées sur la recherche, l'innovation, la création de contenu, la fin tech et l'intelligence artificielle, ainsi qu'une exposition mettant en valeur les capacités des jeunes Africains dans le domaine de l'innovation.

Les participants aborderont aussi, dans le cadre des conférences et ateliers prévus, des thématiques d'actualité, notamment l'évolution des technologies, l'état des infrastructures de télécommunications, l'impact climatique du secteur numérique, ainsi que les solutions digitales pour la résilience climatique.

Il est également question d'aborder des thèmes portant sur l'Afrique de demain avec l'IA, les meilleures pratiques d'incubation,

l'expansion des startups, l'écosystème d'innovation africain, ainsi que des rencontres de réseautage professionnel entre les institutions de financement et les porteurs de projets.

Par ailleurs, cette manifestation, devenue une véritable plateforme de coopération, de dialogue et d'échanges d'expériences dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat, permet aux participants d'avoir des opportunités inestimables d'accès aux marchés africains et mondiaux, ainsi que la possibilité d'obtenir des financements internationaux pour la concrétisation de projets innovants.

A travers l'organisation de cette conférence, l'Algérie conforte sa position d'acteur clé dans l'accueil des plus grands événements commerciaux et technologiques continentaux et son rôle important dans la construction d'une économie africaine intégrée et fondée sur l'économie du savoir et les technologies.

En septembre dernier, l'Algérie avait accueilli la 4e Foire intra-africaine du commerce (IATF), lors de laquelle un Fonds de financement des startups et de la jeunesse innovante en Afrique a été lancé, sur décision du président de la République. Une décision fortement saluée par les dirigeants et entrepreneurs de pays africains et qui illustre la contribution et l'intérêt manifesté par le chef de l'Etat pour le développement de ce secteur.

Depuis sa première édition organisée en 2022, la Conférence africaine des startups reste une occasion idoine de connecter les écosystèmes au-delà des frontières et de catalyser le dialogue entre décideurs, investisseurs et entrepreneurs afin d'accélérer la souveraineté technologique et économique du continent.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

### Intérêt pour le marché énergétique libyen et des questions

Que peut bien signifier cet intérêt des Américains envers le marché énergétique libyen après une absence de plusieurs années de ce terrain ? Une absence qui remonte à loin, pratiquement depuis le début de la guerre civile en Libye, où le consulat US à Benghazi a été attaqué le 11 septembre 2012, causant le décès de l'ambassadeur américain Chris Stevens et des membres du personnel du gouvernement américain Sean Smith, Tyrone Woods et Glen Doherty, pour dire toute la cassure diplomatique entre les deux pays. Mais, par les temps présents, on annonce un Sommet libyen sur l'énergie et l'économie (LEES) 2026, qui se tiendra du 24 au 26 janvier à Tripoli, qui accueillera une table ronde dédiée aux États-Unis et à la Libye ainsi qu'un pavillon américain complet, témoignant d'un regain d'intérêt des États-Unis pour ce pays, alors que les entreprises américaines renouent avec les secteurs pétrolier, gazier et des infrastructures en Libye.

Cette année marque un moment important pour la dynamique d'investissement américaine. 2026 est une année qui s'annonce renforcée par l'élargissement des programmes commerciaux et des dialogues stratégiques, signes d'une confiance renouvelée dans les marchés libyens du pétrole, du gaz et des infrastructures, et marque un changement stratégique dans la manière dont les grandes entreprises américaines abordent la région, selon l'avis des observateurs avertis. Selon des comptes rendus médiatiques, on prévoit lors de ce Sommet une table ronde consacrée aux États-Unis et à la

réaménagement des champs et des services énergétiques, en mettant l'accent sur les domaines dans lesquels les entreprises américaines peuvent apporter une valeur ajoutée unique, qu'il s'agisse de technologies de pointe, de formation de la main-d'œuvre ou d'innovation dans les infrastructures gazières et intermédiaires.

Un regain d'intérêt des investisseurs US qui laisse entrevoir une issue politique favorable au règlement de la crise libyenne ? Il n'y a pas d'autres explications quand on sait que les Américains ne s'engagent pas à l'aveuglette dans des investissements à l'étranger sans avoir des assurances à propos de la stabilité politique des pays concernés. En tout cas, il est à noter que «les entreprises américaines investissent aujourd'hui en Libye comme elles ne l'avaient pas fait depuis des décennies, favorisant le transfert de technologies, garantissant une production à long terme et aidant le pays à exploiter pleinement son potentiel énergétique». Halliburton, Baker Hughes, Chevron, ExxonMobil et d'autres encore n'ont qu'un seul objectif, à savoir renforcer leur engagement en Libye, et jouer «un rôle de premier plan dans l'avenir énergétique de la Libye en déployant des capitaux, des technologies et une expertise à une échelle sans précédent», constate-t-on.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20  
  
**Imp.: Oran:** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger:** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine:** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail:** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion:** Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail:** [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Une instruction adressée aux Walis Mettre fin aux ralentisseurs anarchiques

El-Houari Dilmî

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de Base, Abdelkader Djellaoui, a affirmé, jeudi, que son secteur œuvre, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi qu'avec les walis, à résoudre le cas des ralentisseurs n'ayant pas été réalisés dans les normes, afin de les mettre en conformité, tant au niveau des routes nationales qu'urbaines, et en enlevant ceux installés de façon anarchique. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), Djellaoui a expliqué que cette opération vise à réduire les accidents de la circulation et à assurer la sécurité des véhicules. Répondant à l'un des députés, le ministre a indiqué que le phénomène des ralentisseurs non conformes aux normes ou installés de manière anarchique constitue un « véritable problème auquel il sera remédié ».

Répondant à une question sur la relance du projet de réalisation du tunnel d'Oued El Oukrif, dans la ville de Saïda, Djellaoui a précisé que le projet avait connu quelques difficultés de nature administrative et technique, entraînant un retard dans l'exécution de certains travaux. Afin de lever tous les obstacles et entraves rencontrés par le projet, « en raison de l'imaturité des études techniques initiales depuis son lancement en 2014 », et dans l'objectif de le relancer, le ministre a révélé que la Direction des Travaux publics de la wilaya de Saïda a élaboré un nouveau cahier des charges, réparti en quatre quotas, pour prendre en charge le projet. Concernant une question relative au dédoublement de la RN17 reliant Mostaganem et les limites de la wilaya de Mascara sur une distance de 22,5 km, Djellaoui a expliqué que les services de la Direction des Travaux publics de la wilaya de Mostaganem ont préparé une étude pour la réalisation de cette route et la création de rocades, compte tenu de la densité du

trafic qu'elle connaît, notamment dans les agglomérations et les zones industrielles des communes de Mazagran, Hassi Mameche et Aïn Nouissy. Pour l'opération de réalisation, il sera proposé de la prendre en charge par tronçons, au titre des projets de lois de finances (PLF) pour les prochaines années, suivant les priorités du secteur dans la wilaya de Mostaganem et en fonction des moyens financiers disponibles. S'agissant d'une question relative à la relance du projet de pont reliant les deux communes de Sidi Daoud et Ben Choud, ainsi que du projet du pont reliant les communes de Legata et des Issers dans la wilaya de Boumerdès, M. Djellaoui a assuré que la Loi de finances de 2026 a pris en charge ces deux projets. Répondant à une autre question sur la réalisation du pont de l'Oued Djedi reliant la wilaya de Djelfa et la wilaya d'Ouled Djellal, plus précisément entre la commune d'Amoura et la commune de Ras El Miaad, le ministre a fait état de l'inscription de deux opérations à cet effet, ce qui devra améliorer le réseau routier et faciliter les déplacements dans la région.

Quant au dédoublement de la RN 79 reliant Mila et Ferdjouia et de la route reliant les deux wilayas de Mila et de Jijel, le ministre a fait état concernant cette dernière, de la finalisation de l'étude de dédoublement du tronçon transitant par la wilaya de Mila, à partir des limites de la wilaya de Constantine jusqu'aux limites de la wilaya de Jijel, sur une distance de 31,7 km. Selon le ministre, il a été procédé, dans le cadre de la Loi de finances 2026, à l'inscription de la réalisation d'un tronçon sur une distance de 8,3 km à partir des limites de la wilaya de Constantine en direction de Grarem, le reste des tronçons devant être inscrit dans les prochaines Lois de finances. Concernant le dédoublement de la voie reliant Mila et Ferdjouia, le ministre a affirmé que sa prise en charge se fera par tronçons, au titre des projets de lois des finances (PLF) pour les prochaines années, selon les priorités du secteur.



Raina  
Raïkoum

Belkacem Ahcène Djaballah

L'artiste Baya Bouzar (Biyouna) est décédée mardi 25 novembre 2025 à l'Hôpital de

Beni Messous (Alger), à l'âge de 73 ans. Née en 1952 à Alger, la défunte s'était distinguée par ses rôles au cinéma et à la télévision, tant au niveau national qu'à l'étranger. Révélée au grand public dans le feuilleton «El-Hariq» (l'Incendie), réalisé, en 1974, par Mustapha Badie et inspiré de la trilogie de Mohamed Dib, «la Grande maison», «l'Incendie» et «le Métier à tisser», son personnage de Fatima, la commère de Dar Sbitar, grande maison collective du temps du colonialisme, a marqué les esprits. Spontanéité et faconde garanties ! Elle avait crevé l'écran, ravissant même la vedette aux deux personnages principaux du feuilleton, Nna Aïni (personnage joué par Chafia Boudraâ) et l'enfant Omar (interprété par Omar Abderrahmane). On a été des millions d'Algériens, jeunes et personnes âgées, femmes et enfants, des villes et des campagnes, à découvrir et à adopter Biyouna.

Ce feuilleton avait dressé les contours des caractéristiques de ses interprétations futures : la femme volubile, volontaire, franche, simple, spontanée, certes teigneuse mais très proche du public, ne se laissant pas faire, mais au cœur toujours tendre et la larme facile. Même les textes qu'elle disait étaient teintés d'une dose d'improvisation, mettant à l'honneur des formules et adages populaires propres au parler algérois.

Et, que d'humour avec un sens aigu de l'improvisation ! Pour emprunter à un critique, Biyouna n'était pas seulement une artiste, elle était l'une de ces figures rares qui transforment la scène en champ de bataille culturelle. Un véritable soldat qui lutte, par la parole et par l'audace, contre l'obscurantisme toujours menaçant d'étouffer la lumière. Son humour, sa liberté, sa lucidité et son humilité ont été autant d'armes pacifiques pour défendre l'esprit républicain, la liberté de créer, de penser, de s'exprimer et d'exister sans peur. Souvent en première ligne, là où beaucoup se taisent.

Il faut le dire. Cette résistance, cette liberté, n'a pas existé seulement en Algérie, à travers ses prestations, sur les plateaux et dans les stu-

## Biyouna: Une lumière certaine

dios, et dans sa vie de tous les jours. Elle l'a montré et démontré aussi à l'étranger, tout particulièrement en France où elle était devenue une artiste recherchée et respectée, n'hésitant jamais à asséner ses quatre vérités et imposant sa personnalité et sa façon de penser et d'agir.

Des spécialistes du cinéma nous disent qu'elle aurait pu faire une grande carrière internationale, entre autres aux Etats Unis, si elle s'était sérieusement mise à l'anglais. Et, toujours, défendant l'Algérie. Et rares étaient ceux ou celles qui osaient l'affronter.

Biyouna est décédée. Et, avec elle, c'est toute une génération de septuagénaires et plus, francophones ou arabophones, tous habités par l'Algérie, d'artistes et de comédiens «ceux qui parlent et montrent» qui est en train de quitter ce bas-monde et un système cultu(r)el qui, il faut le dire, ne les a, bien souvent hélas, pas épargnés la plupart du temps, ne reconnaissant leur apport à la société que bien tard, toujours après leur disparition. La plupart d'entre eux, ont connu et vécu, durant les années 60, des moments merveilleux de créations et de prestations cinématographiques, artistiques et théâtrales. La culture «orientalo-mondaine» des années 70, la décennie rouge avec ses assassinats, puis la culture «occidentalo-mondaine» des années 2000, toutes marginalisantes car groupables ou/et claniques plus que populaires ou qu'élitistes ont, hélas brisé, à chaque fois, tous les élans, ramenant le monde de notre culture à un niveau bien souvent désolant.

Bien sûr, aujourd'hui, il y a une certaine reprise et quelques réussites d'autant qu'il y a une jeune relève assez ambitieuse aux idées bien arrêtées. Mais, une relève d'un «autre monde», utilisant d'autres moyens, une relève qui pense et crée autrement, tout en scrutant les horizons les plus lointains dans un environnement pourtant encore assez difficile, car plus porté sur la «bouffe» et sur la réussite matérielle rapide sur fond d'une morale obsolète que sur les nourritures intellectuelles modernes.

Heureusement, l'espoir fait vivre et la vie est toujours faite d'espoirs.

## Industrie automobile

## Les investisseurs tenus de prévoir des sous-traitants avant de lancer leurs projets

El-Houari Dilmî

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé jeudi que les opérateurs souhaitant investir dans l'industrie automobile en Algérie sont tenus de prévoir des sous-traitants avant le lancement de leurs projets, soulignant que l'Algérie « avance à pas sûrs vers le développement d'une véritable industrie » dans le secteur.

Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, Bachir a expliqué que « la réussite de l'industrie automobile en Algérie est fondamentalement liée à l'existence d'un réseau complet et diversifié de sous-traitants qui assure l'approvisionnement continu de cette industrie », ajoutant que « les investisseurs intéressés par la construction automobile locale sont tenus de faire appel aux sous-traitants avant le lancement de leurs projets, et c'est sur cette Base, a-t-il dit que se tiennent actuellement

les discussions avec les différents opérateurs étrangers qui ont manifesté leur volonté de s'implanter en Algérie ».

Cette mesure, a-t-il ajouté, vise à bâtir « une véritable industrie fondée sur la création de valeur ajoutée réelle et à éviter les erreurs du passé, où l'activité se limitait à un assemblage à petite échelle, entraînant le gaspillage d'efforts et d'argent et la hausse du coût des véhicules ». Dans ce contexte, Bachir a évoqué les efforts déployés par son département ministériel pour réhabiliter et exploiter les usines automobiles confisquées au profit de l'Etat, conformément aux décisions de justice définitives, précisant que « nous travaillons en coordination avec les différents secteurs concernés pour prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer leur intégration et reprendre la production dans les plus brefs délais ».

Projet de fabrication de puces électroniques Dans le domaine des industries électroniques et électroménagères, le ministre a mis en

avant la série de mesures incitatives, prises par l'Etat, pour développer cette filière qui se distingue en termes de « qualité et de diversité », grâce « au progrès important qu'elle connaît », soulignant que le niveau des produits algériens a permis de les commercialiser sur les marchés étrangers. S'agissant de la possibilité de lancer l'industrie des puces électroniques localement, le ministre a affirmé que l'Algérie aspire à asseoir « un système national intégré pour la production de ce type de puces, à commencer par la recherche, le développement et la conception jusqu'aux lignes de production, en se basant sur l'expérience et les compétences nationales disponibles parmi les diplômés universitaires et travailleurs dans les centres techniques ». Il a souligné, dans ce sens, que le ministère de l'Industrie œuvre à développer le secteur des technologies de pointe, citant « l'élaboration d'une feuille de route pour conclure des partenariats avec des entreprises et compagnies internationales de

compétence dans ce domaine, en vue d'acquérir une expérience technique et technologique avancée et de former des compétences nationales ». Il a également évoqué la coordination en cours avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui a mobilisé à son tour le Centre de développement des technologies avancées pour le lancement du projet de production et de fabrication de puces électroniques pour les cartes intelligentes, le Centre en question disposant d'une technique qu'il peut utiliser dans la fabrication de puces électroniques comme celles destinées à la distribution du carburant, du transport et applications similaires.

Le ministre a évoqué les efforts déployés pour préparer l'avenir de cette industrie de précision en Algérie, à travers l'investissement dans le capital humain, citant notamment l'ouverture d'un Doctorat qui ouvrira des perspectives pour le développement de cette industrie à haute valeur ajoutée.



Visant un renforcement de ses activités et de ses filiales...

## Air Algérie se prépare à devenir une holding

A. Z.

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, continue son envol en direction d'une profonde restructuration. Une réorganisation visant une structure en holding est amorcée afin de renforcer la performance de ses activités et de ses filiales, tout en bénéficiant d'avantages fiscaux et opérationnels propres à ce type d'entreprise, a annoncé le P-dg de la compagnie, Hamza Benhamouda.

Précisant dans ce sillage que « depuis sa création, Air Algérie a acquis un savoir-faire dans les différents métiers de l'aérien, ainsi qu'une expertise reconnue par les organismes de certification et les Associations professionnelles internationales, dont notre compagnie nationale est membre ». Le même responsable a indiqué, dans un entretien à l'APS, que, outre les filiales existantes Catering, Cargo, Amadeus Algérie et désormais Domestic Airlines, Air Algérie a créé deux nouvelles filiales dédiées au handling et à la formation : Air Algérie Ground Operations et l'Académie de l'aviation, dont le démarrage effectif est prévu pour janvier 2026. « La réorganisation se poursuivra par la filialisation de l'activité de maintenance et la création d'une nouvelle activité de tour-operator », a ajouté le P-dg, soulignant que cette orientation vers une structure en holding permettra à la compagnie de bénéficier d'avantages fiscaux et opérationnels propres à ce type d'entreprise.

Notons que la compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a transporté près de 8 millions de passagers en 2024 et prévoit d'atteindre 8,5 millions de passagers en 2025, hors activité de Domestic Airlines (filiale d'Air

Algérie), dont les réalisations devraient atteindre 1,5 million de passagers, a indiqué le P-dg de la compagnie, Hamza Benhamouda.

Et, pour répondre à la demande croissante en transport aérien, notamment pendant les périodes de forte affluence et la haute saison, Air Algérie a augmenté d'un tiers le nombre de ses vols quotidiens, dépassant 320 vols par jour, durant l'été 2025, contre 230 vols à la même période en 2024, a précisé le premier responsable de la compagnie.

«Cet effort colossal, nous l'avons parfois payé par des perturbations des programmes qui ont causé des désagréments à nos clients. Avec l'arrivée des nouveaux avions, ces problèmes seront progressivement surmontés », a-t-il ajouté dans le même cadre .

### LES TROIS AXES DE LA STRATÉGIE AFRICAINE

S'agissant de l'amélioration du service et de l'attractivité des tarifs face à la concurrence, le P-dg a souligné qu'Air Algérie multiplie les offres promotionnelles pour permettre aux Algériens d'ici et de l'étranger de voyager de et vers l'Algérie à un prix accessible, sans sacrifier le confort à bord et surtout la sécurité des passagers. Aussi, le P-dg de la compagnie nationale Air Algérie, Hamza Benhamouda, n'a pas manqué de souligner que la stratégie de la compagnie nationale Air Algérie repose sur la capitalisation des dessertes historiques et le développement de celles reliant les principales capitales de l'Afrique, en vue de renforcer ses liaisons avec les pays du Sud. Précisant dans ce sens que cette stratégie africaine repose sur trois axes : capitaliser sur les dessertes historiques comme Dakar, Abidjan,

Nouakchott, Niamey et Ouagadougou, mailler le réseau régional via Libreville, Cotonou et Conakry et développer les dessertes internationales, avec la relance de Johannesburg à compter du 15 janvier 2026 et le développement des lignes vers Addis-Abeba, Lagos et Accra.

À cet effet, Benhamouda a exprimé sa « profonde gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le soutien stratégique et constant qu'il accorde à Air Algérie et pour la confiance qu'il place en la compagnie et en ses capacités de développement ». Le P-dg d'Air Algérie a également précisé que la compagnie envisage de reprendre certaines destinations de l'ex-Tassili Airlines (actuellement Domestic Airlines), comme Strasbourg et Nantes, et de renforcer la plateforme de Roissy.

M. Benhamouda a également évoqué les accords de partage de codes conclus avec Turkish Airlines et Qatar Airways. « Ces accords permettront de proposer à nos clients des destinations telles que Hong-Kong, Kuala Lumpur, Mascate, Zanzibar, Athènes, Dar Es Salam, Bangkok, Séoul, Ankara, Trabzon et Izmir via des compagnies partenaires, qui ont obtenu, pour la première fois, le droit d'opérer sur le réseau domestique », a-t-il expliqué.

Enfin, le P-dg a souligné le rôle d'Air Algérie dans le développement de l'Aéroport international d'Alger en hub. « La programmation efficiente des vols et l'ouverture de lignes, seule ou en partenariat, vont créer la dynamique nécessaire au développement du hub Alger », a-t-il dit, en insistant sur « la contribution de l'ensemble des acteurs de l'écosystème – commerce, hôtellerie, transport terrestre et autres services – pour augmenter l'attractivité du hub ».

Intempéries

## Des inondations et des personnes secourues

Les unités de la Protection civile ont enregistré, suite aux intempéries ayant touché certaines wilayas du pays durant les dernières 24 heures, plusieurs interventions sur le terrain, notamment des opérations de pompage des eaux pluviales sur les routes et dans les bâtiments, ainsi que des opérations de sauvetage de personnes bloquées dans leurs véhicules, a-t-on appris jeudi auprès des mêmes services.

Dans une déclaration à l'APS, le capitaine Naït Brahem Arezki, du bureau de l'information et de la sensibilisation auprès de la Direction générale de la Protection civile, a indiqué que les services de la Protection civile avaient effectué plusieurs interventions durant les dernières 24 heures dans les wilayas d'Alger, Aïn Defla, Tiaret, Tizi Ouzou, Oran et Mostaganem, suite aux fortes chutes de pluie et de neige. Le responsable a fait savoir que les agents de la Protection civile avaient réussi à secourir, assister et apporter de l'aide à quatre familles encerclées par la montée des eaux de l'oued Chetouane dans la commune de Boukhanefis, wilaya de Sidi Bel-Abbès, tandis qu'à Oran, une intervention a été menée pour pomper l'eau de pluie dans une usine située dans la commune de Tafraoui.

A Tizi Ouzou, dans la commune d'Iferhounène, d'importantes accumulations de neige ont été enregistrées sur la route nationale RN15, où une intervention a permis de dégager un véhicule transportant deux personnes, bloqué au niveau du col de Tirourda, a-t-il déclaré, ajoutant que des unités de la Protection civile sont également intervenues dans les wilayas d'Aïn Defla et de Tiaret pour pomper les eaux pluviales dans plusieurs axes routiers et bâtiments.

Concernant les interven-

tions enregistrées au niveau d'Alger, le capitaine Naït Brahem a précisé que les éléments de la Protection civile sont intervenus dans plusieurs communes de la capitale suite aux fortes pluies. A Birkhadem, les mêmes services ont procédé au pompage d'eau devant une polyclinique au quartier des frères Djilali.

Les eaux pluviales ont été pompées devant l'entrée de la gare ferroviaire de la commune de Gué de Constantine, où les éléments de la protection civile ont également dégagé deux véhicules piégés par les eaux de pluie, et à bord desquels se trouvaient respectivement trois et quatre personnes, a-t-il poursuivi.

Le capitaine Naït Brahem a fait état de plusieurs interventions enregistrées dans les communes d'El Biar, de Hydra et de Oued Koriche, pour procéder au pompage des eaux pluviales.

Dans ce sillage, il a rappelé la nécessité pour les citoyens de suivre les consignes émises par les services de la Protection civile durant les intempéries, notamment de réduire la vitesse au volant, d'utiliser les feux de croisement même en plein jour, de respecter la distance de sécurité, d'éviter les manœuvres et dépassements dangereux, de s'éloigner des oueds et des abords des cours d'eau, et de surveiller les enfants et les sensibiliser à la nécessité de se tenir à l'écart de ces zones en cas de fortes pluies.

Il a, aussi, exhorté les citoyens à ne pas s'aventurer à traverser les oueds, et à éviter de conduire sur les routes inondées par les eaux de pluie.

En cas de danger, le capitaine a appelé les citoyens à contacter les services de la Protection civile sur le numéro vert 1021 ou le numéro d'urgence 14, tout en précisant la nature du danger et l'adresse exacte.

Justice

## Saâd Bouakba condamné à trois ans de prison avec sursis

Le tribunal de Bir Mourad Raïs (Alger) a condamné, jeudi soir, Saâd Bouakba à une peine de trois ans de prison avec sursis, assortie d'une amende d'un (1) million DA, pour une affaire d'outrage et de diffamation à l'encontre de symboles de la Révolution de libération nationale.

Le gérant de la chaîne électronique +Vision TV+, Abderrahim Haraoui, également impliqué dans cette affaire a, quant à lui, écopé

d'un an de prison avec sursis et d'une amende de 500.000 DA, outre fermeture définitive de la chaîne et saisie du matériel de diffusion.

Saâd Bouakba a été poursuivi suite à une plainte déposée par Mme Mahdia Ben Bella, fille du défunt président Ahmed Ben Bella pour atteinte à la mémoire de son père considéré comme l'un des symboles historiques de l'Etat algérien, lors d'une interview accordée à la chaîne «Vision TV».

## Conseil de la nation Le texte de la loi de finances 2026 adopté

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, jeudi à la majorité écrasante, le texte de la loi de finances 2026, qui comprend plusieurs dispositions visant à promouvoir l'investissement, à soutenir l'activité économique et à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens.

L'adoption de ce texte est intervenue lors d'une séance plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, ainsi que de membres du gouvernement.

Dans une allocution prononcée à l'issue du vote, le président du Conseil de la nation a rappelé que cette loi, qui comprend des dépenses budgétaires record dépassant 17.000 milliards de DA (135 milliards de dollars), s'inscrit dans la politique de développement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Après avoir passé en revue les différents projets structurants en cours de réalisation à travers le pays, M. Nasri a appelé les entreprises chargées de leur réalisation à accélérer la cadence des travaux afin de respecter les délais impartis.

Il a également souligné que la loi de finances occupe une «place stratégique» dans l'arsenal juridique de l'Etat, en tant que cadre essentiel pour réguler les équilibres de la politique socioéconomique nationale, les mécanismes de réalisation des grands équilibres,

mais aussi la maîtrise du déficit, l'utilisation des instruments de financement, la rationalisation des deniers publics pour préserver la stabilité économique, maintenir les transferts sociaux et protéger le pouvoir d'achat.

Les membres du Conseil de la nation sont conscients que «le texte de la loi de finances constitue un instrument de gouvernance qui consacre l'efficience de la dépense et l'exécution des crédits sous un strict contrôle des fonds publics, exercé par le parlement et autres institutions de contrôle», afin d'assurer «une bonne utilisation des ressources et prévenir toute dérive dans le processus de dépense, dans un contexte exigeant les plus hauts niveaux de rigueur et de discipline budgétaires».

L'adoption de ce texte par les mem-

bres du Conseil marque le début de sa concrétisation par les institutions économiques, sociales et financières sur le terrain, a-t-il relevé.

Pour sa part, le ministre des Finances a salué les interventions des sénateurs qui ont contribué à enrichir le texte de loi, appelant l'ensemble des acteurs à respecter ses dispositions et à mettre en œuvre les budgets, notamment ceux ayant un impact direct sur le citoyen, qu'il s'agisse des infrastructures ou des investissements inscrits au titre de l'année prochaine.

Le ministre a rappelé que les services du gouvernement sont tenus de faire preuve d'efficacité dans l'action et à atteindre les objectifs fixés par le texte de loi, relevant la nécessité d'être à la hauteur de la mission afin d'atteindre les objectifs tracés».

## Ministère de la Santé La période de vaccination contre la poliomyélite prolongée au 8 décembre

Le ministère de la Santé a annoncé, vendredi dans un communiqué, la prolongation de la période de vaccination contre la poliomyélite jusqu'au lundi 8 décembre courant, à travers l'ensemble du territoire national.

«Cette décision vient en réponse à la demande accrue exprimée par les parents et à l'interaction positive enregis-

trée depuis le lancement de la campagne, reflétant ainsi une prise de conscience de l'importance de protéger les enfants contre cette maladie», ajoute la même source.

«La vaccination est le moyen le plus efficace pour la prévention de la poliomyélite et la protection de la santé publique», note le communiqué.



## Sous pressions américaines L'Inde et la Russie resserrent les rangs

Le Premier ministre indien Narendra Modi et le président russe Vladimir Poutine se sont retrouvés vendredi pour des entretiens destinés à resserrer leurs liens face aux pressions américaines pour que l'Inde cesse ses achats de pétrole russe en pleine guerre en Ukraine. Devant la presse, M. Modi a salué son invité comme un «véritable ami» et s'est montré optimiste sur une résolution pacifique du conflit russo-ukrainien. «Nous devons tous retrouver le chemin de la paix», a-t-il insisté. «Merci pour vos efforts visant à trouver un règlement à cette situation», lui a répondu M. Poutine, louant par ailleurs les relations «profondes historiquement» et «de très grande confiance dans la coopération militaire et technique» entre l'Inde et la Russie.

De nouveaux accords bilatéraux sont attendus après leur rencontre, notamment en matière d'armement. Le chef du gouvernement indien a déroulé le tapis rouge pour son hôte, en l'accueillant lui-même jeudi soir à l'aéroport de New Delhi et en lui offrant un dîner privé.

La visite de Vladimir Poutine intervient à l'heure où l'Inde entretient des relations difficiles avec les Etats-Unis, qui lui reprochent de financer l'effort de guerre russe en Ukraine en continuant à acheter à Moscou son pétrole brut à des prix

particulièrement avantageux. «Cette visite relève de la politique de diversification de l'Inde en termes de stratégie et d'économie, spécialement au moment où elle est mise en difficulté par les droits de douane imposés par les Etats-Unis», a relevé pour l'AFP Ashok Malik, du centre de réflexion Asia Group.

Fin août, Donald Trump a tapé du poing sur la table en imposant une surtaxe de 50% aux exportations indiennes, en pleines discussions bilatérales sur la signature d'un traité de libre-échange commercial. Le locataire de la Maison Blanche a depuis répété avoir obtenu la promesse de Narendra Modi qu'il mettrait un terme à ses importations de brut russe, qui représentent 36% du volume de pétrole raffiné en Inde.

### MONDE MULTIPOLAIRE

New Delhi ne l'a jamais confirmé, mais ses achats ont diminué, selon la plateforme d'informations commerciales Kpler, et plusieurs groupes indiens ont annoncé qu'ils renonçaient à se fournir auprès de Moscou. «Nous n'avons aucun doute quant au fait que ces échanges bénéficient largement à l'Inde et sont avantageux pour les deux parties», s'est toutefois plu à noter avant le voyage du président russe son porte-parole,



Dmitri Peskov. Jusqu'à ce jour, l'Inde a évité d'ouvertement condamner l'invasion de l'Ukraine, tout en réussissant à maintenir ses liens avec l'Europe et les Etats-Unis.

Narendra Modi n'a guère haussé le ton qu'en 2022 lors d'une rencontre en Ouzbékistan avec Vladimir Poutine, exigeant la fin de la guerre «le plus vite possible». Il a depuis répété à de multiples reprises son attachement à un ordre mondial «multipolaire» et résisté

aux injonctions occidentales à s'éloigner de la Russie.

Même si l'Inde s'est tournée récemment vers d'autres fournisseurs - dont la France - et privilégie les armes qu'elle produit elle-même, Moscou reste ainsi un de ses fournisseurs préférés d'armements.

Tirant les enseignements de la confrontation militaire avec le Pakistan en mai, New Delhi a manifesté son intérêt pour l'achat de nouveaux missiles sol-air russes de

type S-400. «Il ne fait aucun doute que ce sujet sera évoqué pendant la visite», a affirmé M. Peskov.

La presse indienne a aussi souligné l'intérêt de l'armée indienne pour le chasseur russe de 5e génération Su-57. MM. Modi et Poutine souhaitent également rééquilibrer leurs échanges commerciaux - 68,7 milliards de dollars, un record, sur l'année 2024-2025 - qui sont pour le moment très largement au bénéfice de la Russie.

### Erythrée

## Peur généralisée d'un nouveau conflit avec l'Ethiopie



Agé d'une quarantaine d'années, Tewolde, qui a combattu plusieurs fois pour l'Erythrée, affirme «prier», comme le reste de la population de son pays, l'un des plus fermés du monde, pour qu'aucune nouvelle guerre n'éclate avec l'Ethiopie voisine, avec qui les tensions sont vives.

«Nous ne voulons pas de cette guerre. Car si elle éclate, beaucoup de gens partiront au front. Et comme auparavant, beaucoup d'enfants perdront leur père, les mères perdront leur mari, les parents perdront leurs enfants», explique cet habitant d'Asmara, la capitale érythréenne.

Lui-même a déjà porté les armes dans plusieurs conflits: la première fois à la fin des années 1990 durant la guerre de son pays, l'Erythrée, contre l'Ethiopie, et plus récemment lors d'affrontements contre les rebelles de la région éthiopienne du Tigré, l'Erythrée combattant alors au côté de l'Ethiopie. Mais depuis, les deux pays sont entrés dans une posture toujours plus hostile, faisant craindre un nouveau conflit armé. «Nous avons déjà vécu cela et nous savons que les pertes sont lourdes», soutient Tewolde, dont le prénom a été changé pour des raisons de sécurité. Il est extrêmement difficile de recueillir

des témoignages en Erythrée, pays régulièrement qualifié par des organisations de défense des droits humains de «Corée du Nord» de l'Afrique, où les dissidents disparaissent au goulag. Pour pouvoir obtenir quelques mots de Tewolde, l'AFP a dû transmettre des questions à un intermédiaire, qui lui a fourni ses réponses en retour.

### «PEUR INTENSE»

L'Erythrée est l'un des pays les plus fermés de la planète, figurant régulièrement dans la queue des classements internationaux en matière de libertés publiques. Ses quelque 3,5 millions d'habitants sont dirigés d'une main de fer par Issaïas Afwerki depuis l'indépendance arrachée à l'Ethiopie en 1993. Les civils sont enrôlés à vie dans l'armée ou contraints au travail forcé dans le cadre d'un service national assimilé à de l'esclavage par l'ONU. Dans ce contexte, «il règne actuellement un climat de peur intense» dans la population érythréenne, soutient Tewolde. Car après un réchauffement opéré à la suite de l'arrivée au pouvoir en 2018 du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et de l'appui de l'armée érythréenne aux forces fédérales éthiopiennes durant la guerre du Tigré, les relations entre Ethiopie et Erythrée ne cessent d'empirer. L'Ethiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique avec quelque 130 millions d'habitants, a accusé en octobre son voisin de «se préparer activement à une guerre» contre elle. L'Erythrée a de son côté dénoncé une «mascarade mensongère» et soutient que l'Ethiopie, pays enclavé, lorgne sur son port d'Assab. En novembre, le ministre éthiopien des Affaires étrangères, Gedion Timothewos, a affirmé que «l'agression et les provocations incessantes de l'Erythrée rendent toute retenue de plus en plus difficile». Le spectre de la guerre qui avait opposé les deux pays entre 1998 et 2000 pour des différends frontaliers, faisant plusieurs dizaines de milliers de morts, a donc ressurgi.

### PEUPLE «TIRAILLÉ»

Mehari a lui aussi combattu durant le conflit du Tigré entre 2020 et 2022, où l'armée érythréenne a été accusée d'avoir commis - plus encore que les autres belligérants - de nombreux crimes de guerre. Cet homme d'une trentaine d'années, qui a également requis l'anonymat, dit en être revenu avec une «aversion» pour la guerre. «Les jeunes fuient en masse vers l'Ethiopie, considérée comme un ennemi par le gouvernement, et vers le Soudan pour éviter une éventuelle guerre», dénonce-t-il.

Luwan a de son côté quitté l'Erythrée il y a plusieurs années et vit désormais dans un pays d'Afrique de l'Est qu'elle refuse de nommer, par crainte de représailles envers sa famille restée au pays. Elle aussi raconte la «peur» parmi les siens, surtout après qu'un membre de sa famille s'est vu prié de «se préparer, ainsi que ses fils et ses filles, car on lui a dit qu'Abiy allait déclencher une guerre», narre-t-elle. «Certaines mères présentes à cette réunion n'ont toujours pas de nouvelles de leurs enfants partis faire la guerre au Tigré et on leur demande une nouvelle fois d'envoyer leurs enfants au front», se désole Luwan. Interrogé par l'AFP sur le risque d'un nouveau conflit et le sentiment de la population, le ministre érythréen de l'Information Yemane Ghebremeskel n'a pas donné suite.

Ancien militant indépendantiste désormais en exil, le chercheur Mohamed Kheir Omer raconte la situation intenable d'un peuple qui «ne veut pas la guerre» et dont «la jeunesse n'aspire qu'à quitter le pays», mais qui refuse aussi de «vivre sous domination éthiopienne» du fait des «atrocités» commises par l'armée rivale ces dernières décennies.

«Nous sommes tiraillés entre Issaïas, indifférent au sort de sa population, et Abiy, uniquement préoccupé par sa propre postérité», résume ce spécialiste de la Corne de l'Afrique auprès de l'AFP. Luwan se dit «désespérée». «Seul un miracle pourrait mettre fin à ce cauchemar», soupire-t-elle.



# Et si Trump classait vos ressources naturelles au Patrimoine commun de l'humanité ?

Par Rédha Tir\*

Fin août 2025, deux signaux politiques l'ont rappelé avec force : Les Échos ti trait sur les « entraves à la tech américaine » et la menace de nouveaux droits de douane liés aux terres rares, acte de langage autant que de stratégie industrielle ; dans le même tempo, Le Figaro relayait cette formule choc – « Ils doivent nous donner des aimants » – et l'hypothèse d'une surtaxe « autour de 200 % » si Pékin n'accélère pas ses exportations d'aimants en terres rares. Ces annonces ne sont pas des anecdotes : elles dessinent un récit d'urgence où l'universalité proclamée peut servir de paravent juridique à des mécanismes de substitution de souveraineté – requalifier des ressources situées chez autrui en « biens communs », confier leur exploitation à ceux qui disposent du capital et des procédés, au nom d'un « intérêt de l'humanité » redéfini par les plus forts. C'est précisément à cette pente – et à ses conséquences pour la souveraineté effective des États détenteurs – que répond cet article, en dialogue étroit avec ma réflexion publiée le 06 Avril 2025, publiée dans El-Watan : « De la remise en cause du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à l'inéligibilité à la souveraineté : Quels défis pour l'Afrique au XXIe siècle ? : comment l'invocation du « commun » peut-elle glisser d'une éthique de la retenue à un instrument de tri des souverainetés ?

## I - LE « COMMUN » : PROMESSE D'UNIVERSALITÉ, RISQUE DE SUBSTITUTION

Repartons du sens. Le patrimoine commun de l'humanité n'a pas été forgé pour ouvrir des portes dérobées dans les souverainetés nationales. Il naît, au tournant des années 1960-1970, pour soustraire certains espaces-ressources à l'appropriation exclusive : les grands fonds marins au-delà des juridictions, la Lune et quelques régions de l'espace, l'orbite géostationnaire. Trois idées en font l'ossature : non-appropriation (nul ne peut s'en dire propriétaire), gouvernance partagée (la règle se discute et se contrôle), partage équitable des bénéfices (l'humanité ne se divise pas en gagnants structurels et en porte-charges). S'y ajoute un quatrième pilier, souvent oublié : la responsabilité intergénérationnelle. L'horizon n'est pas l'immédiateté des cours mondiaux, mais la possibilité d'habiter demain.

Dans la réalité, le « commun » n'a jamais été un sésame. C'est une contrainte. Une grammaire qui encadre, canalise, ralentit parfois, au nom d'un équilibre supérieur. Là où elle fait défaut institutions faibles, monitoring lacunaire, arbitrages opaques, la bannière universelle peut être reprise par les plus rapides et les mieux dotés. Alors le vocabulaire change de camp. Sous couvert de protéger le bien commun, on confie l'essentiel des décisions à des coalitions étroites, publiques ou privées, dont les intérêts, tout légitimes qu'ils soient, ne se confondent pas avec l'humanité.

C'est ce glissement que j'ai tenté de nommer inéligibilité à la souveraineté. Une pratique discrète, mais de plus en plus influente, par laquelle on en vient à déclarer qu'un État parce qu'il n'exploite pas « assez vite », parce qu'il n'a pas la technologie, parce que ses institutions sont jugées « fragiles » ne serait pas fondé à décider seul de l'usage de ses ressources. Dès lors, la substitution se présente comme un service rendu à tous : « puisqu'ils n'y parviennent pas, faisons-le pour eux, sous l'égide du commun ». L'argument rassure, il est moralement confortable. Il reste une dépossession.

Posons la question autrement : qu'appelle-t-on efficacité ? La vitesse d'extraction et la taille des CAPEX ou la capacité à transformer une rente sableuse en infrastructures pérennes, en compétences locales, en filières industrielles, en écosystèmes de recherche et de recyclage ? On confond trop souvent l'accélération avec la souveraineté. Or gouverner une ressource, c'est arbitrer des rythmes, phaser des permis, faire primer la cohérence des territoires et la stabilité budgétaire sur la précipitation. « Différer n'est pas renoncer » : c'est parfois la seule manière d'éviter la double peine dépendre des importations à l'aval tout en exportant l'essentiel de la valeur à l'amont. Le « commun », bien compris, ne remplace pas l'État hôte ; il oblige ceux qui négocient à co-

**À l'ère des métaux critiques, les mots voyagent plus vite que les cargaisons. « Patrimoine commun de l'humanité » (PCH) : l'expression, jadis digne éthique contre la prédation, pourrait revenir aujourd'hui dans le débat comme un outil possible de sécurisation industrielle – surtout quand la puissance publique assume l'arme tarifaire.**

décider et à rendre des comptes. Il ne confère ni mandat de faire « à la place de », ni droit moral de franchir les frontières avec pour tout viatique l'étiquette de l'humanité. Là où la tentation inverse s'installe, la souveraineté change de nature : de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle devient privilège sous conditions — conditions définies ailleurs. On sait comment se concluent ces histoires : l'universalité des mots, l'unilatéralité des pratiques.

## II- DU SYMBOLE À LA NORME : PRÉOCCUPATION COMMUNE DE L'HUMANITÉ

Un rappel s'impose. En 1997, l'UNESCO désigne le génome humain comme « patrimoine de l'humanité ». La formule a circulé, parfois instrumentalisée ; il faut la relire. Elle l'est au sens symbolique. Cette précision n'est pas décorative : elle exclut toute idée d'appropriation, même collective, et installe des balises éthiques dignité, non-discrimination, confidentialité, partage des connaissances. Autrement dit, on ne s'« autorise » pas du génome. On s'y astreint. C'est un devoir pour la science, pas un droit pour l'industrie. La leçon vaut au-delà du vivant : nommer « commun » ne crée pas un titre d'accès, cela invente des obligations.

Dans le sillage de cette prudence, une partie de la doctrine a travaillé le concept, sans naïveté. Kemal Ba'lar et d'autres proposent de sortir d'une vision incantatoire du PCH pour lui donner une consistance fonctionnelle. Non plus une bannière juridico-morale, mais un régime d'intendance : transparence des décisions, mécanismes d'allocation, règles de partage, dispositifs de contrôle, garanties de non-discrimination, équité intergénérationnelle comme contrainte opérationnelle. La puissance de cette approche tient à son réalisme : loin d'élargir indéfiniment les domaines concernés, elle resserre les devoirs de ceux qui prétendent agir « pour tous ».

À côté du PCH, la notion cousine de « préoccupation commune de l'humanité » (commonconcern of humankind) a pris de l'ampleur. Elle vise d'autres objets sous juridiction nationale mais de portée globale : le climat, la biodiversité, certains patrimoines immatériels. Là encore, l'outil n'efface pas la souveraineté ; il organise des obligations partagées : coopération scientifique, standards minimaux, accès aux données, financements croisés pour soutenir les capacités des États, mécanismes de suivi indépendants. C'est une économie politique de la co-responsabilité, pas un levier d'appropriation.

C'est précisément ce soubassement théorique que mon article du mois d'Avril 2025 cherchait à articuler avec le politique : si l'on brouille volontairement la frontière entre PCH (espaces hors souveraineté, non-appropriation) et préoccupation commune (enjeux globaux sous souveraineté), si l'on transforme l'une en marche-pied de l'autre, alors l'argument universaliste devient un raccourci pratique. On se donne à bon compte la légitimité d'intervenir au nom de l'humanité quand bien même l'humanité n'aurait ni débattu, ni décidé, ni garanti le partage des risques et des gains.

La mise en garde vaut pour l'Afrique, mais ne s'y limite pas. Beaucoup de pays dits « fournisseurs » ont connu la même dramaturgie : d'un côté, une demande mondiale nommée « intérêt commun » ; de l'autre, des réalités budgétaires, sociales, écologiques, industrielles, qui exigent de phaser la montée en puissance. Entre les deux, des pressions pour « aller plus vite ». Et l'ombre portée d'un label qui, mal employé, deviendrait un droit d'ingérence économique.

Au fond, le cœur du sujet tient en une série de questions simples : qui parle au nom de l'humanité ? qui décide des arbitrages environnementaux ? qui supporte les risques irréversibles ? qui garantit les transferts technologiques promis ? qui atteste de la co-création de valeur et non de sa simple captation ? Si le « commun » ne répond pas à ces questions par des institutions, il redevient un mot-valise. Et l'on sait ce que deviennent les mots-

valises : des véhicules pour qui conduit déjà.

## III- TERRES RARES, CHAÎNES CRITIQUES ET TENTATION D'UNE SOUVERAINETÉ À DEUX VITESSES

Les terres rares ont le mérite d'éclairer crûment ce débat. Elles ne sont pas rares par la géologie mais par l'industrie qui les rend utiles. Extraire du minerai ne suffit pas ; il faut séparer, purifier, stabiliser, raffiner. Il faut de la chimie des solutions, des batteries de colonnes d'extraction par solvants, une métrologie obsessionnelle des impuretés. Sans cet aval technique, pas d'aimants performants, pas d'électronique fiable, pas d'aéronautique sûre. Cette dépendance procédurale a façonné la carte du pouvoir : quelques pôles maîtrisant la séparation fine, une grande part du monde réduite au rôle de pourvoyeur de concentrés. La crise 2010-2011 a joué comme un révélateur global : sursaut des prix, empressement des industriels, puis reflux, pendant que se consolidait ailleurs une position dominante sur tout le spectre de la mine au composant. Depuis, les transitions technologiques ont rebattu certaines cartes (les LED ont déclassé des luminophores, des substitutions dans les aimants ont desserré la pression sur le dysprosium), mais pas l'essentiel : la souveraineté d'usage suit la souveraineté des procédés. On peut posséder d'immenses gisements et rester dépendant, si le raffinage se trouve hors de portée.

C'est dans ce contexte tendu que s'inscrit la séquence médiatique de l'été 2025. D'un côté, la rhétorique du réarmement industriel : menaces de sur-taxes massives sur les aimants permanents si les exportations ne s'accroissent pas ; injonctions à « donner des aimants » ; mise en scène d'une urgence nationale. De l'autre, des capitales prises dans l'étau : sécuriser des approvisionnements, ancrer de la valeur localement, répondre à des opinions publiques fatiguées des promesses non tenues. Il se pourrait que, dans un tel climat, certaines ressources soient requalifiées au titre du PCH afin de légitimer, au moins en apparence, une substitution : confier l'exploitation et surtout l'aval à ceux qui « savent faire », au nom du bien commun.

Le récit est séduisant. Il a sa logique. Il est dangereux. Car il requalifie subrepticement des pays en « passagers clandestins » : ils profiteraient de l'économie-monde sans « contribuer » assez, puisqu'ils n'ouvrent pas vite les vannes. On oublie alors que l'efficacité d'une politique des ressources se mesure à la conversion de la ressource en capacités : formation d'ingénieurs, laboratoires d'hydrométallurgie, accès à la propriété intellectuelle, plateformes de test, filières de recyclage, infrastructures partagées. L'extraction sans aval, c'est la rente sans résilience. L'aval sans transferts, c'est la dépendance sous un autre nom. On me dira : tout cela prend du temps. Oui. C'est la condition pour que l'universalité ne soit pas la ruse du plus fort. Raison de plus pour défendre des garde-fous qui ne « ralentissent » pas l'humanité, mais la stabilisent :

### 1) Des lignes rouges juridiques claires.

Aucune requalification unilatérale de ressources sous souveraineté nationale en patrimoine commun. Là où des obligations internationales existent environnement, santé, transparence, elles complètent la souveraineté, elles ne la dissolvent pas. Les règles commerciales permettent, sous conditions strictes, des mesures d'ajustement au service de filières locales : c'est un levier d'industrialisation, non un prétexte au repli.

### 2) Lier systématiquement l'accès aux transferts de procédés.

Pas d'accord qui s'arrête au pied de l'usine d'aval. L'accès aux gisements s'adosse à des instituts mixtes, des équipes intégrées « amont/aval », des licences d'usage négociées, une montée en compétences documentée et audité. Le langage du commun, s'il a un sens, c'est celui-là : coproduire des capacités.

### 3) Socialiser les risques environnementaux.

Les externalités ne peuvent plus être localisées au Sud et la valeur au Nord. Clausures de dépollution financées, suivi indépendant des effluents, gestion des résidus radioactifs, publication des audits, droit de suspension en cas de manquement. La prudence environnementale n'est pas une ruse protectionniste. C'est une forme élémentaire de justice.

### 4) Mesurer et publier la part locale de valeur.

Redevances progressives indexées sur les prix, participation publique au capital, contenu local en emplois qualifiés et en sous-traitance, ancrage de segments de raffinage et de fabrication de composants, objectifs de recyclage réalistes. Sans indicateurs publisables, tout « commun » reste rhétorique.

### 5) Co-gouvernance effective.

Il ne s'agit pas d'inviter symboliquement les États hôtes à la table. Il s'agit de leur donner la main sur les calendriers, les seuils environnementaux, les choix d'implantation, les priorités de montée en gamme, avec des voies de recours accessibles. La commonconcern n'est pas l'annulation des voix ; elle est l'architecture qui permet de les conjuguer.

Reste la question politique, la plus délicate : le récit. Les derniers mois ont popularisé une opposition maniable « ceux qui font et paient » contre « ceux qui profitent ». Elle est efficace sur une estrade ; elle l'est beaucoup moins face aux réalités d'un permis après l'autre, d'une nappe phréatique à préserver, d'un bassin d'emploi à former, d'un budget à stabiliser. On peut railler la lenteur ; la vitesse, elle, n'a jamais garanti la justice. On peut brandir la sécurité d'approvisionnement ; elle ne se soutient pas durablement contre les territoires qui la rendent possible. On peut dire « humanité » ; cela n'a de prix que si l'humanité s'entend comme une co-appartenance, pas comme une subordination polie.

### Conclusion Tenir la ligne : coopérer sans déposséder

Rien n'interdit qu'une administration Trump explore une lecture expansive du patrimoine commun pour sécuriser des chaînes critiques. Les signaux existent : rhétorique d'urgence, menaces tarifaires, injonctions adressées aux grands fournisseurs d'aimants, mise en avant d'un « intérêt général » supposé. La pente est claire : faire passer pour universel ce qui répond d'abord à une stratégie nationale. Or l'universalité n'est pas un déguisement ; c'est une exigence. Elle oblige plus fortement celui qui est le plus puissant. Elle ne l'autorise pas davantage.

C'est pourquoi je plaide pour une ligne tenable, et donc exigeante. Maintenir la distinction entre PCH (espaces hors juridiction, non-appropriation, administration internationale) et préoccupation commune (enjeux globaux sous souveraineté, obligations de coopération). Indexer tout accès à la ressource sur des trajectoires de transfert de procédés et d'industrialisation locale. Mettre en commun ce qui peut l'être données, normes, recherches, financements sans retirer ce qui ne doit pas l'être la clé de décider pour soi. C'est seulement à ce prix que les mots retrouveront leur poids : « commun » comme promesse de coproduction, non comme machine de substitution ; « souveraineté » comme capacité d'agencer l'avenir, non comme totem fragile que l'on brandit jusqu'au prochain cycle des prix.

Au bout du compte, la question n'est pas de savoir si l'on classera ici ou là tel minerai dans la vitrine des biens de l'humanité. Elle est de savoir qui délibère, comment se distribuent les risques, où se fabrique la valeur, quand s'évaluent les promesses. On ne bâtit pas un monde habitable avec des slogans, fussent-ils beaux. On le bâtit avec des institutions patientes, des contrats qui obligent, des transferts qui émancipent, des politiques qui tiennent dans la durée. C'est ce monde-là que le patrimoine commun devrait servir. Et c'est celui-là qu'il faut défendre, sans déposséder ceux par qui il adviendra.

\*Expert-Consultant International.Professeur.  
Ancien Président du Conseil National Économique,  
Social et Environnemental (CNESE)-Algérie



Tébessa

Le chantier de 1.000 logements AADL 3 lancé

Le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Riad Guemdani, a supervisé, jeudi, dans la commune de Boulhaf Dir, la pose de la 1re pierre pour la construction d'un ensemble de 1.000 logements location-vente dans le cadre du programme AADL 3. Selon les explications fournies sur le site du projet, en présence du wali de Tébessa, Ahmed Belhaddad, cette première tranche du programme AADL 3, implantée dans le POS (plan d'occupation des sols) n°3 de la commune de Boulhaf Dir, s'étend sur

plus de 80.000 m2 où seront construits 45 immeubles pour un délai contractuel de 24 mois. M. Guemdani a déclaré, à cette occasion, qu'avec le lancement du projet de la wilaya de Tébessa, le 5e à travers le pays, le nombre de logements implantés a atteint les 14.050 unités sur un total de 46.000 unités annoncées précédemment par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, en tant que 1re tranche au niveau national, avant d'affirmer que les entreprises de réalisation ont été désignées, et qu'un suivi de terrain sera effectué afin de

respecter les délais impartis. Le DG de l'AADL a également affirmé que les projets relevant du programme AADL 3 "se distinguent par un nouveau style architectural et un aménagement extérieur répondant aux attentes des habitants", ajoutant qu'une attention particulière sera portée à la sécurité des bâtiments par l'application des normes antisismiques durant la phase de réalisation. M. Guemdani a souligné que les projets AADL seront "réalisés avec des matières premières et des matériaux de construction 100 % locaux", ce qui permettra, dit-il, de consolider l'économie nationale.

El Oued

Diversifier les financements agricoles, une priorité

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a mis l'accent sur la diversification des financements destinés aux agriculteurs, en vue de renforcer les investissements agricoles, dans ses segments végétal et animal. S'exprimant en marge des activités de célébration, jeudi, du 51ème anniversaire de la fondation de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), le ministre a indiqué qu'une réflexion est engagée par le secteur pour rechercher des sources de finance-

ments adaptées aux besoins d'investissement de l'agriculteur, notamment le microcrédit et le capital investissement. Les démarches sont également entreprises, de manière méthodique, pour la numérisation du secteur agricole et sa modernisation, a-t-il ajouté. M.El-Mahdi Oualid a inspecté, par ailleurs, le projet d'une structure de stockage de céréales dans la commune de Guemmar, où d'amples informations lui ont été fournies sur ce projet qui entre dans le cadre d'un programme

global de 30 structures du type, totalisant une capacité de 100.000 tonnes à travers la wilaya d'El-Oued. Sur site, il a appelé à accélérer les travaux de réalisation pour livrer cette installation dans les délais contractuels, et à créer de nouveaux périmètres agricoles dédiés à la céréaliculture. Le ministre était accompagné du secrétaire général de l'UNPA, Abdellatif Dilmi, et des ministres de l'Hydraulique, Taha Derbal, et du Commerce intérieur et la Régulation du marché national, Amel Abdellatif.

Skikda

Environnement : du nouveau à l'entreprise portuaire

Une unité mobile innovante destinée à collecter et à traiter les déchets liquides a été mise en service par l'Entreprise portuaire de Skikda (EPS), indique un communiqué publié jeudi par cette entreprise. Selon ce document, les cadres de l'EPS ont supervisé, aux côtés du directeur de wilaya de l'environnement, Tahar Miloud Amer, la mise en service de cette unité qui reçoit et traite les déchets liquides polluants résultant des activités des remorqueurs maritimes et des navires. L'opération a été réalisée dans le cadre d'un accord de partenariat entre l'entreprise portuaire et le Centre de recherche en environnement (CRE) d'Anna-

ba, rattaché au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le communiqué de l'EPS ajoute que ce partenariat entre les deux secteurs est à même de renforcer la coopération entre les deux parties dans les domaines de la recherche scientifique et environnementale ainsi que dans la gestion des ports. L'unité mise en service, d'une capacité de traitement estimée à 5 m3/heure, est "la première du genre dans les ports du pays", l'EPS étant "pionnière et précurseur dans l'adoption de ce type de projets prometteurs", lit-on encore dans le document. Cette unité mobile utilise des "nanoparticules vertes" qui sont

100% naturelles et respectueuses de l'environnement, en plus de tirer parti de l'énergie solaire, ce qui en fait une solution "durable et innovante" pour le problème des déchets liquides et des eaux de cale. Cet équipement innovant, inscrit dans le cadre du programme arrêté pour l'évolution du port dans le domaine du développement durable, et en application des principes de la convention maritime internationale "MARPOL 73/78", constitue une étape "importante voire essentielle dans la stratégie de l'entreprise en matière d'avancées en matière environnementale", conclut le communiqué de l'EPS.

Constantine

L'artiste Ahmed Ouabdia n'est plus

La scène artistique de Constantine a perdu, jeudi, l'artiste Ahmed Ouabdia, l'une des figures les plus marquantes du Maâlouf décédée à l'âge de 60 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès du directeur de la culture et des arts, Farid Zaïter. L'artiste s'est éteint à l'hôpital Militaire Régional Universitaire "Chahid Abdelali Ben Baâtouche", dans la circonscription administrative Ali Mendjeli, selon la

même source. Ahmed Ouabdia comptait parmi les voix artistiques qui ont consacré leur carrière à la préservation du patrimoine musical algérien, et plus particulièrement le Maâlouf constantinois. Il était considéré comme un "gardien de la mémoire artistique et un ardent défenseur de l'authenticité de cet héritage andalou ancestral, qu'il s'est attaché à transmettre aux nouvelles générations", a indiqué M. Zaïter.

Blida

Poursuite des campagnes contre les extensions illégales



Les services de la sûreté de wilaya de Blida ont procédé, durant le mois de novembre écoulé, à 17 interventions ayant permis de dégager les trottoirs des clôtures non autorisées qui entravent la circulation et provoquent des embouteillages, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps de sécurité. La même source a précisé que la brigade de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a effectué 50 interventions au cours du mois de novembre, dont 17 pour dégager les trottoirs des clôtures non autorisées et du commerce informel. Cette opération a concerné différents quartiers et rues des communes de la wilaya, notamment celles classées comme points noirs. Ces interventions de terrain,

organisées en coordination avec les services communaux et de wilaya, ont permis de réduire les encombrements routiers, de faciliter les déplacements des citoyens et de préserver l'environnement. Les mêmes interventions ont également permis l'enlèvement des obstacles constitués de poteaux métalliques installés sur la voie publique par des commerçants ainsi que par des habitants des quartiers, et l'établissement de 21 dossiers judiciaires à l'encontre des contrevenants, selon la même source. Ces campagnes se poursuivront afin de réduire les extensions illégales occupant indûment la voie publique et de lutter contre tous les comportements nuisibles à l'environnement et à la santé publique, a conclu le communiqué.

Alger

Un réseau de trafic de psychotropes démantelé

Les services de la Gendarmerie nationale de Cheraga sont parvenus à démanteler un réseau criminel international organisé, spécialisé dans le trafic de comprimés et de substances psychotropes, avec l'arrestation de 10 de ses membres et la saisie d'une quantité importante de ces poisons, a indiqué, jeudi, un communiqué de ce corps de sécurité. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la section de recherches et d'investigations de la gendarmerie nationale de Cheraga est parvenue à démanteler un réseau criminel international organisé, spécialisé dans la contrebande et l'importation illégale de drogues et de substances psychotropes de divers types, présentant un haut degré de dangerosité et constituant une menace pour la sécurité nationale et la santé publique. Ce réseau était également impliqué dans la détention, le transport et le stockage de stupéfiants et de psychotropes en vue de leur trafic dans le cadre d'une organisation criminelle, ainsi que dans des délits de blanchiment d'argent et de falsification des numéros de châssis de véhicules et de leurs documents",

précise le communiqué. Cette affaire a été traitée "sur la base d'informations reçues par la Section de recherches et d'investigations de la Gendarmerie nationale à Cheraga. Après exploitation des renseignements, l'intensification des investigations et le recours à des techniques d'enquête spécifiques, l'identité des membres du réseau et leurs lieux de présence dans différentes wilayas du pays ont pu être établis, et ce en coordination avec les juridictions compétentes". Ainsi, il a été procédé à "l'arrestation de dix individus, dont une femme, la plupart des repris de justice faisant l'objet de mandats d'arrêt, ainsi qu'à la saisie d'une quantité importante de psychotropes de 16.921 capsules de type Prégabaline 300 mg, 14 comprimés psychotropes de type Kietyl, 19 véhicules touristiques et deux camions, une somme d'argent issue des activités criminelles de 340.000 DA, ainsi que des téléphones portables", ajoute la même source. Après accomplissement des procédures légales, les mis en cause seront présentés devant les juridictions territorialement compétentes, selon la même source.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
15 jourmada ethania 1447				
El Fedjr 06h01	Dohr 12h25	Assar 15h01	Maghreb 17h22	Icha 18h46



Horaires des prières pour Alger et ses environs				
15 jourmada ethania 1447				
El Fedjr 06h15	Dohr 12h39	Assar 15h14	Maghreb 17h35	Icha 18h59





## Haï Es-Sabah 10 extensions et 10 kiosques illicites démolis

**Dans le cadre de la lutte contre les atteintes au domaine public, les services de la wilaya ont poursuivi une nouvelle opération de libération des trottoirs à Oran.**

J. Boukraa

Cette action intervient en application des instructions du wali, M. Ibrahim Ouchène, visant à mettre fin aux occupations illégales et à restituer aux citoyens leur droit d'accès à un espace public propre et sécurisé. Au terme de l'opération, les équipes mobilisées ont procédé à la démolition de 10 extensions anarchiques et à l'enlèvement de 10 kiosques installés illégalement. L'intervention a été menée au niveau du quartier Es-Sabah, dans la commune de Sidi Chahmi, où plusieurs trottoirs étaient occupés de manière illégale par des extensions commerciales anarchiques, des installations sans autorisation et des kiosques implantés de manière irrégulière. Ces pratiques, en plus d'obstruer le passage des piétons, dégradent l'environnement urbain et perturbent l'ordre public.

Pour réussir cette opération, une coordination étroite a été assurée entre la cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie



du cabinet du wali, les services de la commune de Sidi Chahmi et la sûreté de daïra d'Es-Sénia. Cette synergie des équipes a permis une intervention rapide, efficace et conforme à la réglementation. Cette action marque une nouvelle étape dans le processus de rétablissement de l'ordre urbain et de la protection du domaine public. Les auto-

rités locales ont confirmé que ces opérations se poursuivront dans l'ensemble des communes de la wilaya afin d'éradiquer définitivement les occupations illégales de la voie publique. L'objectif est de garantir un cadre de vie plus harmonieux, de fluidifier les déplacements des citoyens et d'améliorer l'image de la ville d'Oran.

## Sonelgaz Es-Sénia achève son programme 718 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

K. Assia

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz Sonelgaz Es-Sénia a achevé son programme de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique. En effet, toutes les exploitations agricoles soit les 718 ont été raccordées à l'électricité, a affirmé Mme Fellahi Fatima, responsable de la communication et de l'information, précisant que ce programme lancé le 15 mars 2022 a été achevé et concrétisé. Il s'agit d'un projet ambitieux initié en étroite collaboration avec la Direction des services agricoles de sorte que l'opération a ciblé des exploitations agricoles implantées dans plusieurs localités à l'exemple de Boutlélis, Benfreha, Mers El Hadjadj, Oued Tlélât, El Kerma, Hassi Ben Okba, Tafraoui, Aïn El Turck entre autres. Une avancée appréciable qui souligne la mobilisation de tous les services relevant de Sonelgaz Es-Sénia dans la concrétisation de ce programme, et ce, en application des orientations données par les pouvoirs publics.

Dans ce registre, toutes les de-

mandes des agriculteurs ont été prises en charge via le couloir vert initié pour le bon déroulement de cette opération, a expliqué la responsable précisant que ce dispositif a permis plus de facilités en matière de raccordement et aussi plus d'assouplissement dans les procédures. En effet, d'importants moyens ont été mobilisés par Sonelgaz Es-Sénia pour concrétiser ce programme dont l'impact a été considérable dans le développement agricole et aussi en matière de production notamment au niveau des dizaines de fermes pilotes raccordées. Tout en explicitant les mesures de facilitations instaurées et visant à soutenir les programmes de l'Etat, on apprend que ces opérations de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité sont lancées sans que la direction exige aux exploitants de verser à l'avance les frais de cette opération, indique-t-on.

Il y a lieu de noter que d'importantes avancées ont été réalisées en 2024 par les Directions de distribution de Sonelgaz Es-Sénia et Sonelgaz Oran dans le secteur de

l'énergie. Des progrès remarquables qui soulignent l'engagement du groupe à renforcer les infrastructures gazières et électriques et à améliorer la qualité du service. Parmi les plus importantes réalisations effectuées par la Direction de distribution de Sonelgaz Es-Sénia est le raccordement des zones isolées au réseau énergétique. 9 projets ont été réalisés en matière de raccordement au réseau électrique soit 119 foyers ont bénéficié de cette denrée énergétique durant l'année écoulée. Ceci a permis la pose de 8,779 km de réseau dans quatre communes bénéficiaires de ce programme et qui sont Sidi Chahmi, Bousfer, Mers El Hadjadj et Bethioua. Une enveloppe de 24,563 millions de dinars a été débloquée pour la concrétisation de ce projet d'utilité publique. En matière de raccordement au réseau de gaz de ville, 30 projets ont été lancés faisant bénéficier 17 zones isolées soit 8.641 foyers raccordés au gaz de ville. Ceci a permis la pose de 92,51 km de réseau gazier pour une enveloppe de 226,71 millions de dinars.

## Les travaux lancés à Bousfer 4 logements de fonction et un club pour la police

Un projet de réalisation de quatre logements de fonction et d'un club destiné au corps de la police sera réalisé dans la commune de Bousfer relevant de la daïra de Aïn El Turck. La première pierre a été posée avant-hier lors d'une visite effectuée par le SG de la wilaya, les membres de la commission sécuritaire, la famille révolutionnaire, les chefs de daïra de Boutlélis et de Aïn El Turck ainsi que les maires de ces localités. Cette réalisation vient s'ajouter aux différents projets dont a bénéficié le corps de la police notamment une nouvelle sûreté urbaine à Haï Chahid Mahmoud dans la commune de Hassi Bounif. Les travaux en cours ont été inspectés la semaine dernière par le wali d'Oran et

les cadres de la police. Des directives ont été données pour terminer le raccordement de cette infrastructure à tous les réseaux.

Cette nouvelle acquisition vient renforcer la couverture sécuritaire et s'inscrit dans le cadre du plan de modernisation de la DGSN. En juillet dernier, trois nouvelles infrastructures ont été inaugurées par le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M Ali Badaoui, en visite d'inspection et de travail à Oran. Il s'agit d'une nouvelle sûreté urbaine à la cité 4.100 logements LPP à Sidi Chahmi, une deuxième à la cité 13.000 logements AADL à Misserghine et une unité de la brigade d'intervention rapide BRI à Aïn El Beïda. Il s'agit d'une unité opérationnelle spécialisée dans les

interventions immédiates liées à la préservation de l'ordre et la sécurité publique et vient en aide aux unités opérationnelles de la police de quoi garantir la sécurité des biens et des personnes.

Par ailleurs et dans le cadre du renforcement de la couverture sécuritaire, les travaux de réalisation d'une nouvelle sûreté urbaine au pôle urbain Ahmed Zabana à Misserghine sont lancés. Un acquis considérable qui vient renforcer la sécurité urbaine dans ce pôle d'habitat et répondre ainsi aux attentes de la population. Autant de projets qui visent à avoir une couverture sécuritaire optimale et à renforcer davantage le rapprochement entre la population et les services de la police.

K. Assia

## Commission de suivi des projets d'investissement Une dizaine de dossiers d'investisseurs examinés

Dans le cadre de la dynamique engagée pour la relance économique et l'amélioration du climat des affaires, le wali d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, a présidé jeudi une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement et à la levée des contraintes liées aux projets d'investissement à l'échelle de la wilaya. Dix dossiers d'investissement, relevant de différents segments de l'activité industrielle, ont été examinés en détail. Chaque dossier a fait l'objet d'une évaluation précise concernant l'état d'avancement, le respect des engagements, les obstacles rencontrés ainsi que les perspectives de mise en service. Cette rencontre a réuni la commission wilayale chargée du suivi et de la purification des projets d'investissement, instance essentielle dans l'accompagnement des investisseurs et l'assainissement du portefeuille des projets en difficulté. Le wali a insisté sur la nécessité de renforcer l'accompagnement des investisseurs sérieux. Le but est de créer un environnement favorable à l'investissement productif, générateur de richesse et de postes d'emploi pour les habitants de la région. A cette occasion, M. Ouchène a donné des instructions fermes pour ac-

célérer le traitement des réserves relevées lors des précédentes réunions, tout en veillant au respect des cadres réglementaires. Ont pris part à cette réunion : le secrétaire général de la wilaya, le directeur de l'industrie, la directrice de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, la responsable de la cellule d'investissement auprès du cabinet du wali, les directeurs des Domaines (Est et Ouest), les responsables du cadastre et du conservatoire foncier (Est et Ouest), un représentant de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, les directeurs de l'énergie et des services agricoles, ainsi que les présidents des APC de Bir El Djir, Tafraoui, El Kerma, le vice-président de l'APC d'Oran et le responsable chargé de la gestion de la commune de Boutlélis. La rencontre s'inscrit dans la démarche des autorités locales visant à relancer les projets gelés, encourager l'investissement productif et dynamiser le tissu industriel de la wilaya d'Oran, en veillant à une gestion plus efficace du foncier économique et à un suivi régulier des projets accordés dans le cadre des dispositifs de promotion de l'investissement.

J. Boukraa

## Bir El Djir Les chantiers du secteur de la justice passés au peigne fin

Le wali d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, a donné jeudi des instructions strictes lors d'une visite de terrain consacrée au suivi des projets du secteur de la justice. Il a exigé l'accélération du rythme des travaux, le respect impératif des délais de livraison. Ces orientations ont servi de ligne directrice tout au long de son inspection. La première étape de la visite a été consacrée au chantier du nouveau tribunal de Bir El Djir. La visite s'est ensuite poursuivie au niveau du chantier du nouvel établissement pénitentiaire de Bir El Djir, un projet dont l'avancement

a atteint 95%. Malgré l'état très avancé des travaux, le wali a appelé à redoubler d'efforts pour finaliser les opérations restantes. Il a ordonné la mise en place du système de travail continu 3x8, permettant d'assurer une activité permanente, de jour comme de nuit, jusqu'à la réception définitive de l'infrastructure. La mise en service de ces projets contribuera à moderniser le secteur de la justice, à améliorer les conditions de travail des personnels et à répondre aux besoins croissants de la population oranaise.

J. Boukraa

## Lutte contre les bandes de quartiers à Bethioua Cinq individus arrêtés, 18 gr de cocaïne saisis

Suite à des informations parvenues aux éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de Bethioua indiquant que des individus sont impliqués dans une affaire de création de bandes de quartiers, commercialisation de stupéfiants, violence et menace à l'arme blanche, une enquête a été ouverte. Celle-ci a permis de les identifier et de localiser leur emplacement. Ainsi et une fois le procureur

de la République près le tribunal avisé, les policiers ont procédé à l'arrestation de cinq individus dont une femme. La perquisition effectuée dans leurs domiciles a donné lieu à la saisie de 18 gr de cocaïne et 56 comprimés psychotropes de marque Ecstasy. Ils ont été présentés au tribunal d'Arzew et ont été placés sous mandat de dépôt.

K. Assia

## Cité 13.000 logements AADL à Misserghine L'auteur du vol des accessoires des ascenseurs arrêté

Les éléments de la sûreté urbaine de la cité 13.000 logements AADL de Misserghine sont parvenus à mettre la main sur l'auteur du vol des accessoires des ascenseurs électriques. En effet, le mis en cause a subtilisé deux cartes mémoires dans des bâtiments de cette cité engendrant d'énormes difficultés aux occupants

des lieux. Ainsi, les investigations diligentes ont permis de l'identifier et de l'arrêter en un temps record. Les policiers ont récupéré le butin volé estimé à 40 millions de centimes. Agé d'une trentaine d'années, il a été présenté au tribunal d'Es-Sénia et placé sous mandat de dépôt.

K.Assia

## Canastel Un sexagénaire décède après une chute du 1<sup>er</sup> étage

Un homme de 60 ans a perdu la vie tôt hier matin après une chute du premier étage d'un immeuble situé rue 20 Août à Canastel, dans la commune de Bir El Djir (wilaya d'Oran). Les services de la protection

civile sont intervenus à 04h34, mais n'ont malheureusement pu que constater le décès de la victime. Le corps a été évacué vers la morgue de l'hôpital local pour les procédures d'usage.

J.B.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

15 jomada ethania 1447

El Fedjr  
06h29

Dohr  
12h54

Assar  
15h32

Maghreb  
17h53

Icha  
19h16





## Naâma Plus de 127 ha de foncier industriel récupérés



Plus de 127 hectares de foncier industriel non-exploité ont été récupérés dans la wilaya de Naâma, durant l'année 2025, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale de l'Industrie.

La même source a précisé que l'opération d'assainissement du foncier industriel a permis la récupération de 297 parcelles non exploitées, totalisant une superficie estimée à 127,10 hectares. Ces assiettes foncières récupérées ont été mises à la disposition de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin "d'être réo-

rientées vers des investisseurs intègres via sa plateforme numérique en vue de concrétiser leurs projets sur le terrain".

Par ailleurs, lors de la réunion du Comité de wilaya de suivi et d'assainissement des projets d'investissement, tenue jeudi au siège de la wilaya, sept nouveaux projets appartenant à des investisseurs privés ont été approuvés, tandis que l'examen d'un dossier d'investissement a été reporté, conformément aux dispositions de la loi 23-17 du 15 novembre 2023, fixant les con-

ditions et les modalités d'octroi du foncier économique appartenant à l'Etat pour la réalisation de projets d'investissement, a-t-on indiqué de même source.

Le Comité a également enregistré, dans le cadre des sorties de terrain visant à inspecter les projets d'investissement en cours de réalisation à travers la wilaya, 31 mises en demeure adressées à des investisseurs dans la zone d'activités de la commune de Mecheria, en raison du retard constaté dans la concrétisation effective de leurs projets, a fait savoir la même source.

## Tissemsilt Protéger le foncier agricole contre toute forme d'exploitation anarchique

Les mécanismes d'exploitation du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat ont été au centre d'un forum régional organisé jeudi à l'initiative de la Cour de justice de Tissemsilt.

Le premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, a souligné dans son allocution que ce type de forum constitue un canal de dialogue et de communication entre les différentes institutions et instances chargées de la protection du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat, "garantissant ainsi son exploitation de manière optimale, permettant la mise en œuvre des programmes agricoles définis par l'Etat et contribuant à la sécuri-

té alimentaire du pays".

Pour sa part, le Directeur général de l'Inspection générale du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Nadjib Zerrouki, a rappelé dans une intervention intitulée "Cadre général de la gouvernance du foncier agricole en Algérie" que la gouvernance dans le secteur agricole, d'une importance stratégique, implique le respect strict de la loi pour protéger le foncier agricole contre toute forme d'atteinte ou d'exploitation anarchique.

Le Directeur général du Bureau national des terres agricoles, Mohamed Ameziane Lanassri, a quant à lui évoqué les efforts de son insti-

tution, conformément aux directives du ministre du secteur, pour assainir le foncier agricole, précisant que l'opération a atteint un stade avancé grâce à la coordination et la coopération entre le Bureau et les différentes instances concernées, telles que les Directions du cadastre, du domaine de l'Etat et les services agricoles. Il a ajouté que dans le cadre de la modernisation du secteur, une plateforme numérique a été mise en place pour les investisseurs intéressés par le domaine agricole, leur permettant d'accéder aux terres agricoles. Sur cette plateforme, 166.000 hectares de terres ont été proposés aux investisseurs, notamment les jeunes.

## Timimoun C'est parti pour le festival du tourisme saharien

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé, jeudi à Timimoun, la cérémonie d'ouverture de la septième édition du festival international du tourisme saharien, organisé sous le signe "Timimoun ... tourisme authentique et hospitalité", avec la participation de quelque 800 participants de différentes wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.

Ce festival, qui est placé sous le patronage du Premier ministre, s'est déroulé en présence notamment de membres du gouvernement, de cadres de l'Etat, des walis d'Adrar, In-Salah et Béchar, et des délégations de représentations diplomatiques accréditées en Algérie. Dans son allocution d'ouverture, la ministre a mis en avant "l'intérêt accordé par l'Etat algérien à la promotion du tourisme saharien, dans le cadre d'une vision économique nouvelle prônée par le président de la République, qui perçoit le tourisme

saharien comme un levier essentiel du développement local, générateur de richesse et d'emplois".

Mme Meddahi présente le tourisme saharien comme étant bien plus qu'une activité économique, mais comme véhiculant un message civilisationnel et humain, reflétant la capacité de l'Etat algérien à adosser le développement durable à la préservation de l'identité.

Et d'ajouter : "nous avons veillé à ce que ce rendez-vous international constitue un espace d'échange d'expériences dans le domaine du tourisme, où se rejoignent authenticité et modernité et culture et nature, pour montrer au monde la beauté du Sahara algérien, son potentiel naturel, sa diversité culturelle, l'hospitalité de ses habitants et la profondeur de leurs traditions".

Le secteur, a-t-elle soutenu, a enregistré une croissance exponentielle, à la faveur d'une batterie de mesures adoptées dernièrement, à

l'exemple de la facilitation de la délivrance des visas, le raccordement des wilayas du Sud aux réseaux de transport, l'intensification des dessertes de et vers le Sud et l'amélioration de l'infrastructure hôtelière et d'hébergement, donnant lieu, au 30 septembre 2025, à un parc hôtelier dans le Sud de 225 établissements, totalisant 19.978 lits. Pour sa part, le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a mis en avant le rôle des médias dans la valorisation et la promotion, à l'échelle continentale et internationale, du riche potentiel touristique du pays et les spécificités de ses régions. Le ministre de la Communication a souligné que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, mise sur le secteur du tourisme pour diversifier l'économie nationale et en faire un levier du développement durable, soulignant le rôle des médias dans la promotion du tourisme.

## Relizane Près de 290 millions DA pour l'aménagement urbain

Une enveloppe financière de près de 290 millions de dinars a été consacrée à la réalisation de projets d'aménagement urbain dans plusieurs quartiers et rues de la ville de Relizane, a indiqué, jeudi, l'Assemblée populaire de cette collectivité locale.

Les services de la commune de Relizane ont alloué cette somme de leur budget dans le cadre d'un programme visant à améliorer l'aspect urbain du chef-lieu de wilaya, à travers la concrétisation de 25 projets d'aménagement et d'amélioration urbaine répartis sur différentes zones de la ville. Ces opérations portent sur l'aménagement des trottoirs, le revêtement des routes et des rues, la réhabilitation des places publiques, ainsi que d'autres projets essentiels destinés à conférer un caractère urbain digne de la ville et reflétant son statut. Les projets, dont la majorité des chan-

tiers ont récemment démarré et avancent à des rythmes variables, concernent notamment les rues Mohamed Khemisti, Belk-hodja Benaouda, Zemmoura et 11-Décembre, ainsi que les quartiers Zaghloul, 394 Logements, et certains quartiers de la nouvelle ville Benadda Benaouda (Bermadia). Les places Essalem, Emir Abdelkader et El Intissar bénéficieront également de travaux d'aménagement. Les services de la commune de Relizane ont souligné que l'objectif de ces projets est d'améliorer l'état des routes, de renforcer l'aspect esthétique et de développer le cadre de vie des habitants dans les différents quartiers et ensembles résidentiels. Les travaux devraient être achevés, durant le premier ou deuxième trimestre de l'année prochaine, au plus tard, conformément aux clauses des cahiers des charges des marchés de réalisation, selon la même source.

## Saïda Huit nouveaux CEM en chantier

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Saïda sera renforcé par huit nouveaux CEM, actuellement en cours de réalisation dans plusieurs communes de la région, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Direction des équipements publics, chargée du suivi de ces projets. Selon la même source, l'avancement des travaux de ces établissements scolaires varie entre 35% et 70%, et leur mise en service est prévue pour la rentrée scolaire 2026/2027. Dans ce cadre, la commune de Saïda connaît la réalisation de cinq nouveaux CEM, chacun d'une capacité de 840 places pédagogiques, répartis dans les quartiers de Dhar Cheikh, Es-Salem, Es-Salem 2, Boukheress et 2829 Logements. Un établissement similaire est également en cours de réalisation au profit de la commune de Doui Thabet. Les

communes d'Ouled Khaled et de Sidi Boubekeur seront également renforcées par la réalisation de deux CEM d'une capacité de 1.000 places pédagogiques chacun. Chaque CEM comprendra 28 salles de classe, un laboratoire, une salle de sport, une salle de lecture, ainsi que d'autres infrastructures complémentaires.

Pour rappel, la wilaya de Saïda a mis en service, durant l'année scolaire en cours, deux lycées, quatre CEM, trois écoles primaires, ainsi que quatre salles d'extension au niveau de l'école primaire Morsli Abdelkader dans la ville de Saïda. Une cantine scolaire (200 repas/jour) a également été livrée à l'école Becharaf Mâamar, dans la commune d'Ain El Hadjar. Au total, le secteur de l'éducation dans la wilaya compte 224 écoles primaires, 72 CEM (collèges) et 33 lycées.

## Tindouf Université : vers l'ouverture de nouvelles spécialités

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, jeudi à Tindouf, la disposition de son département à soutenir l'Université Ali-Kafi de Tindouf, à travers l'ouverture de filières adaptées à la dynamique de développement que connaît la wilaya.

Le ministre, qui effectuait une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a indiqué que l'Université de Tindouf sera prioritaire dans l'ouverture de nouvelles spécialités répondant aux besoins de la région, telles que l'ingénierie minière liée au développement des activités du gisement de fer de Gara Djebilet, ainsi que des spécialités en adéquation avec les projets structurants relatifs à la ligne ferroviaire minière Ouest Bechar-Tindouf-Gara Djebilet et à la zone franche commerciale, en plus des domaines de l'éducation et du paramédical.

Lors de l'inspection des projets innovants réalisés par les

étudiants universitaires, M. Baddari a mis en avant l'importance d'encourager les mécanismes de commercialisation des programmes issus de l'innovation, soulignant que les porteurs de projets bénéficieront d'une part significative des revenus générés par ces programmes. Il a ajouté que toutes les parties seront gagnantes : l'inventeur, l'institution universitaire et l'économie nationale, à travers la création de startups ou de micro-entreprises par les porteurs de ces innovations, ou encore via les entreprises qui acquerront ces programmes.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a poursuivi sa visite dans la wilaya de Tindouf, en inspectant plusieurs infrastructures relevant de l'Université Ali-Kafi, telles que l'incubateur, le bureau de liaison, le centre de développement de l'entrepreneuriat et la Maison de l'intelligence artificielle, avant de tenir une réunion d'évaluation avec la communauté universitaire.



## Coupe arabe FIFA 2025 Aujourd'hui à 14h30: Algérie-Bahreïn Un duel crucial pour relancer les ambitions des Verts

M. Zeggai

En manquant en entrée en matière contre le Soudan, l'équipe nationale A s'est quelque peu compliquée la situation dans cette compétition. Un démarrage bien en deçà des attentes pour le détenteur du trophée. Lors de ce premier rendez-vous, les Verts ont offert une prestation décevante, aussi bien dans le contenu que dans le résultat. Rien, ou presque, n'a fonctionné comme prévu. Certes, il serait injuste de passer sous silence certains éléments atténuants. L'expulsion d'Ounas a bouleversé toute l'organisation mise en place par le staff technique. En face, les Soudanais ont parfaitement su tirer avantage de leur supériorité numérique. Libérés et entreprenants, ils ont exercé un pressing constant, parfois étouffant. Heureusement, l'arrière-garde a bien tenu le coup, ce qui nous a permis d'éviter la défaite et empocher un point. Au final, un match nul qui ne reflète ni le statut d'un tenant du titre ni les attributions affichées, face à une sélection du Soudan venue pour créer la sensation. Pour le match d'aujourd'hui, le sélectionneur national Madjid Bou-

gherra et ses joueurs n'ont pas le droit à l'erreur. L'importance de ce match face au Bahreïn, qui déterminera à coup sûr les chances de qualification de deux sélections, place cette rencontre sous une pression maximale. Sur le plan comptable, les Verts semblent bien placés pour gérer ce rendez-vous face à une équipe de Bahreïn, déjà battue lors de sa première sortie. Sur le plan technique et individuel, l'équipe nationale paraît mieux armée, du moins sur le papier. Avec l'appui du grand public algérien, présent à Doha, toutes les conditions d'avant-match semblent favorables aux nôtres. Reste désormais la vérité du terrain.

Après avoir manqué leur premier match, les Algériens sont désormais condamnés à gagner pour ne pas compromettre leurs chances de qualification surtout que le dernier match les opposera aux redoutables Irakiens. Conscients de l'enjeu, les protégés du coach Madjid Bougherra sont dans l'obligation de faire respecter la hiérarchie et confirmer leur statut. Pour cela, l'entraîneur national envisage d'opérer quelques ajustements dans le onze de départ. Selon les échos qui nous sont parvenus de Doha,

Brahimi a repris le travail avec le groupe : une donnée capitale tant son apport créatif et son sens du but peuvent changer la physionomie d'un match. Sayoud pourrait également débiter la partie, offrant ainsi deux armes supplémentaires pour tenter d'asphyxier l'adversaire dès les premières minutes. C'est en tout cas, le scénario espéré.

En somme, les Verts sont face à un rendez-vous décisif, un véritable test de caractère. Ils savent que seule une prestation aboutie, alliant rigueur, inspiration et réalisme, leur permettra de rester en course et de rallumer la flamme de l'espoir. L'heure n'est plus aux calculs : il s'agit désormais de répondre présent, de montrer qu'ils ont l'étoffe d'une équipe qui assume ses ambitions. Ce match, plus qu'un simple tournant, pourrait bien être celui qui redonne confiance ou qui laisse des regrets éternels. Les nôtres devront se tenir sur leurs gardes face à cette sélection de Bahreïn de l'entraîneur croate Dragan Talajic qui a prouvé qu'elle a du caractère. Les Bahreïnais seront privés de l'un de leurs éléments-clés au milieu de terrain, Al-Khatal, expulsé lors de la première rencontre face à l'Irak.

## Coupe d'Algérie (1/32es de finale) L'AS Khroub crée la surprise, le MCEB lésé par l'arbitrage

R. S.

Une seule véritable surprise est à relever lors de cette première partie des 1/32es de finale de la Coupe d'Algérie. L'AS Khroub a créé chez elle la sensation d'éliminer un pensionnaire de l'élite, l'Olympique Akbou. Un exploit d'autant plus retentissant que leur adversaire avait choisi d'aligner sa deuxième équipe, composée essentiellement de joueurs U 20, un choix qui n'a pas été du goût de nombreux supporters, estimant qu'un club de ce rang se devait de respecter son prestige et sa notoriété. A propos des autres résultats, la JSK n'a pas tremblé pour composer son billet après avoir étrillé le MB Hassi Messaoud (Inter-régions) sur le score sans appel de 7 à 0. Cette empoignade a été marquée par le retour du gardien de but Gaya Merbah, après plus d'une année d'absence pour cause de blessure.

A Magra, le détenteur du trophée, l'USMA, a failli passer à la trappe et a dû attendre la séance fatidique des tirs au but pour poursuivre son aventure en coupe. Au stade Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douera, le MCA a connu quelques difficultés à éliminer la lanterne rouge le MC El-Bayadh grâce à un but signé Benhaoua avant que Ferhat ne rate un penalty repoussé par le portier d'El-Bayadh Salhi (64).

Les joueurs du MCEB, qui sont sortis avec les honneurs et n'ont pas à rougir de cette élimination, ont été privés d'un pénalty pourtant évident. On peine à comprendre ce qui a bien pu pousser l'arbitre à ignorer une faute aussi flagrante, laissant des interrogations et la colère s'installer.

La fin de cette rencontre a été particulièrement houleuse. Frustrés et convaincus d'avoir été privés de leurs droits, les joueurs du MCEB se sont rués vers l'arbitre

pour exprimer leur indignation et il a fallu l'intervention immédiate du service d'ordre et le coach Mohamed Laccate pour éviter le pire.

Dans les autres rencontres, le Paradou AC, facile vainqueur à la maison face au CRB Adrar de la Ligue 2 (3-0), confirme son retour en force, en alignant un cinquième succès de rang, toutes compétitions confondues. Les joueurs de l'entraîneur tunisien Sofiane Hidoussi seront opposés à l'US Faubourg (Inter-régions), qualifiée à domicile aux dépens de l'ASB Metlili Chaamba d'Inter-régions (4-2, a.p.). La deuxième qualification en déplacement du jour est revenue au RC Arbaâ (Ligue 2), vainqueur sur le terrain du MC Sidi Ali Boussidi (1-0), pensionnaire de la Régionale 1. Enfin, le MC Saïda a remporté le duel des équipes de la Ligue 2 en se qualifiant aux 1/16es de finale après avoir largement battu le NRB Teleghma.

### Résultats

(+) CR Belouizdad (L1) - ORB Oued El-Fodda (Inter-régions)	2-1 (a.p)
(+) Paradou AC (L1) - CRB Adrar (L2)	3-0
(+) US Faubourg (Inter-régions)-ASBMi Chaamba (Inter-régions)	4-2 (a.p)
(+) MC Saïda (L2) - NRB Teleghma (L2)	3-0
NC Magra (L2)- (+) USM Alger (L1)	0-0 (USMA aux T.A.B)
MC Sidi Ali Boussidi (régionale 1) - (+) RC Arbaâ (L2)	0-1
(+) ESF Bir El-Ater (Régionale 1) - DRB Kadiria (Régionale 2)	2-0
(+) WA Boufarik (inter-régions) - US Naâma (inter-régions)	3-0
(+) AS Khroub (L2) - Olympique Akbou (L1)	2-0
(+) JS Kabylie (L1) - MB Hassi Messaoud (Inter-régions)	7-0
(+) MC Alger (L1) - MC El-Bayadh (L1)	1-0

## Ligue 1 (1re journée/mise à jour) Les horaires des matchs MCA-CRB et JSK-USMA fixés



La Ligue de football professionnel a fixé les horaires des deux rencontres de mise à jour de la première journée de Ligue 1, devant opposer le MC Alger au CR Belouizdad et la JS Kabylie à l'USM Alger, programmées le lundi prochain.

Le derby algérois entre le MCA et le CRB se jouera au stade Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douera à 20h 00, alors que le «Clasico» JSK-USMA aura lieu au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou à partir de 17h 45.

Les rencontres de mise à jour se poursuivront le jeudi 25 décembre, avec au menu le CR Belouizdad et l'Entente de Sétif, pour le compte de la 8e journée, au moment où les autres matchs en retard ont été renvoyés au mois de janvier, à commencer par le choc JS Kabylie-MC Alger, comptant pour la 6e journée, reprogrammé au vendredi 2 janvier.

Le samedi 3 janvier, aura lieu le derby ES Ben Aknoun-CR Belouizdad (mise à jour de la 12e journée), alors que les matchs

en retard JS Kabylie-MB Rouisset et MC Alger-CS Constantine (12e journée), se joueront le même jour, le mardi 6 janvier 2026, selon le programme établi par la LFP.

Pour rappel, le nouveau programme des différentes compétitions nationales prend en considération le calendrier international des sélections nationales (A) et (A'), qui seront respectivement engagées dans la CAN-2025 (21 décembre-18 janvier) et la Coupe arabe Fifa 2025 (1-18 décembre).

## La vie des clubs USM Alger: l'entraîneur adjoint Remmane quitte le staff technique

R. S.

La direction de l'USM Alger a annoncé le départ de l'entraîneur adjoint, Arezki Remmane, suite à sa nomination par la Fédération internationale en tant que responsable technique dans le cadre du programme de développement du football de la FIFA au sein de la Fédération mauritanienne, a annoncé le club algérois dans un communiqué. «Ce choix constitue une reconnaissance internationale de la compétence technique dont jouit Remmane, ainsi qu'une consécration de son parcours et de son expérience dans le domaine de l'entraînement et de l'encadrement», précise la même source.

La direction de l'USM Alger «adresse ses sincères remerciements et sa profonde gratitude à Remmane pour son professionnalisme et son engage-

ment durant la période qu'il a passée au sein du staff technique, lui souhaitant plein succès dans sa nouvelle mission internationale et qu'il soit un digne représentant et ambassadeur des compétences algériennes à l'étranger».

### • Nadir Leknaoui pressenti à la JS Saoura

Selon une source proche de la formation sudiste, la direction a jeté son dévolu sur Nadir Leknaoui, l'ex-driver de l'Espérance de Mostaganem. La même source affirme qu'une rencontre entre les responsables de la JS Saoura et le coach en question est prévue pour finaliser les négociations.

### • Boukhenchouche (USMA) annoncé au CRB et au MCO

Boukhenchouche, qui vient de résilier son contrat avec l'USM Alger, est convoité par plusieurs clubs de

l'élite. Aux dernières nouvelles, nous avons appris que l'ex-milieu de terrain des Usmistes aurait opté pour le Chabab de Belouizdad même si d'autres rumeurs affirment que le MCO serait également intéressé par ses services.

### • La valse des entraîneurs se poursuit au WAM et à la JSMT

Des rumeurs circulent avec insistance ces derniers temps. Au Wided de Mostaganem, on parle de l'arrivée du coach Abdenour Hemici qui aurait, semble-t-il trouvé un accord avec la direction du WAM. A Tiaret, la JSMT est toujours sans entraîneur à quelques jours du choc qui l'opposera au RC Kouba. Mais, aux dernières nouvelles, nous avons appris que Moufidi Cherdoud, l'actuel entraîneur de l'ASMO, qui serait pressenti à la barre technique des bleus. Affaire à suivre.



## La crise des civilisations

Par Arezki Derguini

2ème partie

La société de classes est en crise, les humains et les non-humains ne pourront plus coexister pacifiquement. La crise des civilisations est une crise des rapports entre les machines sociales, humaines et non humaines. Les non-humains ne seront plus au service de la multitude humaine. La guerre des classes va s'intensifier du fait que la compétition entre les classes capitalistes va multiplier la fabrication d'esclaves intelligents d'un côté et des humains inutiles d'un autre côté. Classes, nation et races vont s'intriquer autrement. Sous hégémonie occidentale la nation brassait classes et races, maintenait une domination des humains sur les non-humains. Ce n'est pas la biologie qui fait la race, mais le bioculturel. Aujourd'hui, le rapport de la nation et de la race qui se resserre, le rapport des humains et des non humains qui se distend, sont l'enjeu de la lutte de classes. Les populations inutiles feront-elles encore partie des humains ?

À la question comment faire société, se surimpose désormais la question pour quoi faire société, pour quoi faire nation ? La division entre populations utiles et populations inutiles peut-elle être surmontée ? La liberté de circulation du capital avec la globalisation change la donne. Pourquoi être solidaire dans des sociétés de classes et des sociétés déstructurées lorsque le capital se considère libre d'attaches nationales, peut et veut se libérer de charges inutiles ? Nous sommes, pour une part, dans une situation de guerre mondiale du capital contre les sociétés. Le capitalisme financier se bat pour sa liberté de circulation, il se bat contre des capitalismes d'État et des sociétés. Il défait les sociétés aux faibles solidarités des capitaux et intéresse les grandes puissances militaires à ses objectifs.

Que faire pour que le capital ne rompe pas sa dépendance à l'égard de la nation, ne rompt pas l'unité du capital social entendu comme l'unité de l'ensemble des formes de capitaux ? La solution peut être dans la propriété publique du capital naturel et dans la souveraineté monétaire qui n'est précisément pas à la portée des sociétés déstructurées. Une guerre existe déjà contre la propriété publique du capital naturel dans certains pays producteurs tel le Congo. Les guerres civiles sont armées par des États. La guerre existe aussi contre la souveraineté monétaire avec les nouvelles monnaies et contre les banques centrales qui entravent la circulation du capital financier et qui ne font pas de la lutte contre l'inflation leur justification. Les sociétés postcoloniales se retrouvent en général avec des monnaies surévaluées qui favorisent les importations. On ne peut pas parler de souveraineté monétaire si on ne peut pas faire avec un taux de change qui équilibre les échanges avec le monde, si la propension à consommer d'une société importe plus que sa capacité de production.

Une société ou une nation ne l'est que par ce qu'elle partage, ce qu'elle tient, respecte ou se dispute, en indivision. Le libéralisme a été consacré par une croyance, la tragédie des communs, selon laquelle seule la propriété privée exclusive est en mesure de prendre soin des ressources<sup>[1]</sup>. Dans le passé précolonial, les sociétés tenaient par ce qu'elles respectaient et se disputaient de l'indivision. Dans la société postcoloniale, elle tient aussi par ce qu'elle se dispute de l'indivision, mais à la différence des sociétés précoloniales, elles n'ont plus de respect pour ce qu'elles se disputent. La dialectique de l'appropriation



privée et de l'appropriation collective qui était complémentaire dans la société précoloniale ne l'est plus dans la société postcoloniale. La terre était l'objet d'appropriation privée et collective, le marché mondial des capitaux est devenu l'objet d'appropriation. Les sociétés postcoloniales ont perdu le moteur de l'accumulation culturelle en réduisant par la propriété publique l'appropriation collective à une appropriation privée, non pas en complément de l'appropriation publique, mais en opposition à elle. L'appropriation collective renaît sur les ruines de la propriété publique dans la forme d'une appropriation privée destructrice des autres formes d'appropriation. *Sans appropriation collective, l'appropriation publique et l'appropriation privée sont non-complémentaires.* C'est dans l'appropriation collective que se forme l'esprit de corps social, qu'il y a accumulation culturelle. Cette appropriation collective se déclinant en propriété privée et propriété publique selon ses besoins et ses capacités étant donné son contexte. *Ces formes de propriété ne sont que les modalités de cette appropriation.* L'objet de l'appropriation collective est resté centré sur l'appropriation des ressources collectives alors qu'il devrait se recentrer sur l'appropriation des capitaux du marché mondial. Cela n'est certes pas sans rapport avec les compétences sociales en matière de compétition. Cette appropriation collective d'anciennement tribale doit devenir nationale pour être en mesure de s'approprier les capitaux du marché mondial. Sa forme est nécessairement marchande. L'esprit de corps doit habiter le marché. Contre l'esprit marchand qui n'a pas pu faire corps social se dressait une certaine résistance culturelle : l'esprit du temps et des dispositions sociales postcoloniales. *Du fait de la disposition au socialisme du corps social postcolonial et de l'hégémonie culturelle occidentale, l'esprit marchand n'a pas fait corps.* Ce dernier est seul en mesure d'accorder consommation, épargne, production et investissement, de donner une direction au mouvement d'accumulation. Mais pour qu'il y ait appropriation collective nationale, c'est une machine sociale nationale qu'il faut monter, dont

les rouages ne peuvent se mettre en place que s'ils se complètent.

Le populisme de droite dans les sociétés de classes est une réponse à leur déstructuration, à ce divorce entre les différentes formes de capital et par conséquent une réponse au divorce des élites et de leur société. Il compte resserrer les rapports de production autour de la propriété privée exclusive avec la crise de l'État-providence, alors qu'elle est la cause du divorce du capital financier vis-à-vis des autres formes de capital. La guerre de classes est une guerre du capital financier contre les autres formes de capitaux (capital naturel, capital culturel et capital social) dont ils visent l'asservissement. Le capital financier territorialise autour de ses centres d'accumulation et déterritorialise le reste. Rappelons que le capital est l'arme de la compétition, dans ses différentes formes, il est une arme sociale, culturelle, économique et politique<sup>[2]</sup>.

Une autre réponse est dans le réenracinement des élites. Réenracinement qui suppose l'unité du capital dans ses différentes formes (naturel, social, culturel et économique) car l'unité du capital est nécessaire à la cohésion sociale. La société est une association entre les détenteurs de ses différentes formes de capital. Les différentes formes du capital doivent être réintriquées. Le réenracinement est réenracinement dans la terre, elle-même comprise dans la biosphère. Une civilisation est encastrement de l'humain dans le non-humain, entre ciel et terre, par lequel le ciel est dans la terre et la terre dans le ciel. *Le social émerge du naturel, il se fait culture du naturel et prend forme technique et économique.* Il émerge de la nature, du cosmos et s'y immerge. L'humain est cosmique. Il s'entretient et se développe dans ce mouvement d'émergence et d'immersion. Le point de vue occidental ayant posé l'extériorité de la nature et l'occidentalisation du monde ayant atteint son apogée, le so-

cial s'est déraciné du naturel et le capital financier (et culturel qu'il dispute aux autres formes de capitaux) s'est déterritorialisé. Nous vivons hors-sol et nous nous projetons dans l'espace interstellaire. Les puissants se sont comme substitués à Dieu, portés par un point de vue scientifique qui s'est substitué au point de vue divin : Elon Musk dirait comme à la chose d'être et elle serait. Les Américains veulent y croire, leur trajectoire historique les y porte. La foi en la Science s'est substituée à la foi en Dieu.

Face au mouvement de déterritorialisation du capital qu'ils ont initié, les États des anciennes puissances économiques s'efforcent désormais de le reterritorialiser devant la puissance productive et financière du capitalisme d'État chinois ; ils ne sont plus les maîtres du processus de territorialisation déterritorialisation. Les centres de gravité de l'économie mondiale bougent. Ils reprochent à l'État chinois les excédents physiques et financiers dont ils n'ont plus le monopole. La Chine n'a fait que s'introduire dans un tel mouvement pour ne pas le subir. Ainsi en s'incorporant de la culture occidentale (marxisme-léninisme par exemple) pour s'inscrire dans le cours du monde et en l'acclimatant progressivement à sa culture (légalisme, confucianisme et taoïsme), elle pense bien se loger dans le cours des choses. Après s'être occidentalisé, le monde se sinise, car le monde imite le vainqueur de la compétition. Il ne s'agit plus cependant de maîtriser son cours. Le monde musulman a rendu possible l'occidentalisation du monde, la sinisation du monde et sa désoccidentalisation pourra refaire place à certaines cultures, leur permettra de se soustraire à l'influence occidentale et de se restructurer. D'autres souffriront de la désoccidentalisation, incapables de se réformer. L'occidentalisation qui s'est accompagnée d'un certain découpage du monde n'est pas sans effet. Beaucoup sont mal logés dans le cours du monde.

A suivre...

### Notes :

[1] La tragédie des communs. Voir Elinor OSTROM. Gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles.

[2] Il faudrait relire K. Marx à la lumière de P. Bourdieu et celui-ci à la lumière de K. Marx, au lieu de les opposer.



## «La monstrosité de notre siècle» d'Amir Nour<sup>(1)</sup> Quand l'Occident se retrouve nu... Gaza et la fin du mythe moral

**Il y a des livres que l'on lit... et des livres qui vous lisent. Des livres qui informent... et des livres qui accusent.**

Par Laâla Bechetoula

Le livre d'Amir Nour, «La Monstrosité de notre siècle», n'est ni un simple essai politique, ni une enquête de plus sur Gaza. C'est une entreprise philosophique au sens le plus radical du terme : une convocation devant le miroir. Non pas le miroir dans lequel l'Occident aime à se contempler – celui des droits de l'homme, de l'humanisme, de la « communauté internationale » –, mais un miroir brut, sans filtre, où l'Empire est forcé de se voir tel qu'il est, et non comme il se raconte.

**Dès les premières pages, le livre assène une phrase qui ressemble à une gifle : «L'Occident n'a pas "échoué" à Gaza. Il s'y est simplement reconnu.»**

Pour un lecteur occidental honnête, ce n'est pas un slogan. C'est un diagnostic. Cela veut dire une chose simple : ce qui se joue à Gaza n'est pas une rupture traumatique dans une longue histoire de vertu, mais la continuité d'une histoire plus ancienne, plus profonde, que l'on avait seulement appris à maquiller.

Depuis cinq siècles, le cœur de l'ordre occidental bat au rythme de la conquête, de la hiérarchie entre les vies, de la gestion différenciée du sang et de la souffrance selon l'origine, la couleur, l'utilité stratégique de ceux qui saignent.

**Gaza n'est pas un « accident moral » : c'est un révélateur ; et Israël, non pas l'exception... mais la quintessence.**

L'un des gestes les plus audacieux d'Amir Nour est de refuser le récit si confortable qui circule même dans certains milieux critiques : « Israël aurait trahi les valeurs de l'Occident ». Le livre renverse ce postulat, et le renverse de façon irréversible : «Israël n'est pas une déviation des valeurs occidentales. C'en est la forme la plus distillée. » Si cette phrase choque, c'est parce qu'elle force une question que presque aucune société occidentale ne veut vraiment affronter : si ce qui se passe à Gaza nous horrifie, que signifie alors le fait que cela se fasse avec vos armes, vos finances, vos vetos, vos récits, votre silence, et l'immunité diplomatique absolue que vous accordez quasi-instinctivement à Israël ?

Autrement dit : il ne s'agit pas de condamner un « allié devenu embarrassant ». Il s'agit de reconnaître une filiation. Ce qui tombe à Gaza, ce n'est pas seulement l'image d'Israël : c'est le mythe d'une supériorité morale occidentale qui se pensait universelle.

**Le livre le formule à sa manière : « Israël n'a pas "chuté" à Gaza. C'est son mythe qui s'est effondré – et, pour un système, c'est bien plus fatal. »**

Car une fois qu'il se fissure au grand jour, un mythe est très difficile à restaurer. On peut re-

construire des villes, redresser des indices boursiers, relancer des alliances. Mais comment recoller un masque qui s'est brisé devant la planète tout entière ?

**Quand le journalisme occidental dit la vérité... sur lui-même**

Amir Nour ne se contente pas d'ausculter les chancelleries. Il se penche sur ce qui, en Occident, passe pour le temple du contre-pouvoir : les grands médias.

Il ne leur reproche pas simplement de mentir ; ce serait presque rassurant. Il dit quelque chose de plus dérangeant, de plus profond :

« Les médias occidentaux n'ont pas menti sur Gaza. Ils disent la vérité... sur eux-mêmes. » C'est-à-dire que la couverture médiatique n'est pas une « erreur de traitement » : elle est la manifestation fidèle de ce que sont devenus ces médias. Leur hiérarchie des morts, leur vocabulaire asymétrique, leur capacité à transformer un massacre en « opération », un siège en « conflit », une famine organisée en « crise humanitaire » tout cela n'est pas un accident éditorial. C'est une architecture.

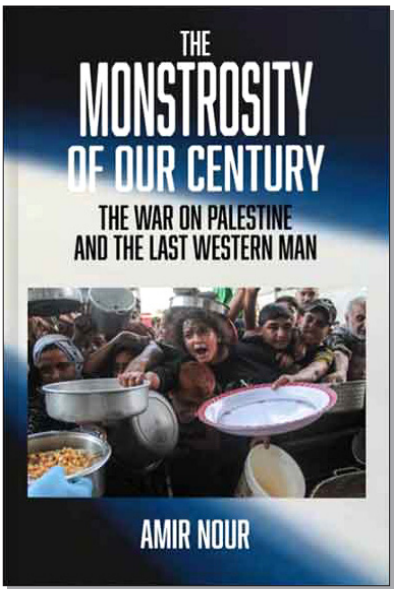
Le livre nous montre, avec une froideur chirurgicale, comment le langage est devenu sale d'opération : on ne nomme plus les choses pour les rendre visibles, mais pour les anesthésier. Un massacre devient « opération ciblée », un bombardement sur un quartier entier devient « frappe », la destruction systématique d'un peuple devient « droit de se défendre ». On ne ment pas. On déplace le sens, on le polit, on l'émousse jusqu'à ce qu'il ne fasse plus mal à la conscience.

Le problème n'est donc plus : « On nous cache la vérité ». Le problème est : la vérité elle-même est devenue un matériau qu'on découpe, qu'on agence, qu'on emballe.

**La fabrication du spectateur : voir tout... et ne plus rien sentir**

Dans le premier niveau de lecture, le livre parle de Gaza, de l'Occident, des institutions internationales. Mais au fur et à mesure que les pages s'égrènent, la question se déplace, et elle devient terriblement intime : ce qui est en jeu n'est plus seulement : « Que se passe-t-il là-bas ? », mais aussi : « Que nous est-il arrivé, à nous ? ». Comment en est-on arrivé à ce que des sociétés humaines entières puissent voir des immeubles s'effondrer sur des familles, des hôpitaux rasés, des enfants alignés dans des morgues improvisées – puis refermer l'écran et continuer la journée comme si de rien n'était ?

Amir Nour ne traite pas les lecteurs comme des monstres sans cœur. Il dit quelque chose de plus inquiétant : on a rétréci l'espace intérieur où la douleur de l'autre a le droit d'exister. Par la répétition d'images traumatiques, par l'inflation des crises, par la transformation de la tragédie en « contenu », par le



défilement sans fin des notifications, on a façonné un nouveau type d'être humain : une être qui voit tout, mais qui ne bouge vers rien. Non parce qu'il est indifférent, mais parce que sa capacité à refuser l'inacceptable a été peu à peu, méthodiquement anesthésiée.

Là encore, le livre ne hurle pas. Il tend un miroir. Et le reflet qu'il renvoie n'est pas celui d'un « monde informé », mais celui d'un monde géré : gestion des images, gestion des émotions, gestion de la mémoire. La monstrosité, ici, n'est pas seulement dans ce qui est fait aux peuples bombardés, annihilés. Elle est dans ce qui est peu à peu fait à notre propre conscience.

Ce texte n'est pas une critique de livre : c'est une mise à feu. Ce premier article n'est pas une recension. Ce n'est pas un résumé du travail d'Amir Nour. C'est, au mieux, le premier impact, la première brèche dans un mur beaucoup plus vaste. Il fallait commencer par là : Gaza comme miroir, Israël comme révélateur, les médias comme machine de neutralisation.

Mais le livre va plus loin. Beaucoup plus loin. Il pose des questions que l'Occident n'ose plus se poser à voix haute : Que devient un ordre international qui ne parvient plus à se cacher derrière ses propres mythes ? Que reste-t-il d'une civilisation quand elle perd le monopole de définir ce qu'est la vérité, ce qu'est la justice, ce qu'une vie « vaut » ? Que devient l'être humain quand il n'est plus le centre de la morale, mais une donnée dans des rapports, un chiffre dans des bilans, un détail dans les négociations ?

Le prochain volet ne racontera pas seulement le livre. Ils tentera d'entrer dans ses strates les plus enfouies : la fabrication du spectateur passif et insensible, la fin de la centralité occidentale, la reconstruction silencieuse du monde – et du « type humain » qui doit l'habiter.

Car en définitive, si Gaza a redéfini la mort, «La Monstrosité de notre siècle» nous oblige à redéfinir la vie.

A suivre

<sup>(1)</sup> Amir Nour, «The Monstrosity of Our Century: The War on Palestine and the Last Western Man», Clarity Press, Inc, Georgia, USA, 2025 (<https://www.claritypress.com/product/the-monstrosity-of-our-century-the-war-on-palestine-and-the-last-western-man/>).

## Pourquoi j'ai écrit «La monstrosité de notre siècle»? <sup>(1)</sup>

Par Amir Nour (\*)

Une époque où les slo-gans se mêlent au sang et où la raison s'égare sous le poids du mensonge et de la propagande, j'ai ressenti la nécessité impérieuse de pousser et d'analyser ce que je considère comme un profond cri intellectuel et moral dans mon ouvrage à paraître tout prochainement sous le titre : « La Monstrosité de notre siècle : La guerre contre la Palestine et le dernier homme occidental ».

Dans cette étude, j'ai tenté, avec toute la rigueur et la clarté possibles, de dévoiler un autre visage de la civilisation occidentale – une civilisation qui s'est longtemps enorgueillie d'être le chanfre de l'humanisme, de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. Autant de valeurs que l'« Occident collectif » prétend avoir conçues, portées et défendues. Or, aujourd'hui, cet édifice vacille honteusement devant l'épreuve morale que représente la Palestine.

Comme le découvriront les lecteurs, ce livre n'est pas un récit historique, mais un procès civilisationnel contre toute une époque. Il retrace la métamorphose de l'Occident : d'un phare de liberté à un témoin silencieux sinon complice d'un génocide ; d'un champion des droits humains à l'exécutant d'un silence meurtrier face à des crimes si atroces qu'ils défient la compréhension, le pardon et l'oubli.

Je suis parti de la guerre contre Gaza en particulier, et contre la Palestine en général, pour proposer une lecture globale de notre réalité internationale. J'en suis venu – avec regret mais conviction – à la conclusion que nous n'assistons pas seulement à un « conflit politique », mais à un tournant historique marquant l'ef-

fondrement de l'hégémonie occidentale qui a dominé le monde durant trois siècles. J'appelle cette transformation l'avènement d'une nouvelle ère : l'Ère de la « désoccidentalisation », où les rapports de force se redistribuent, les valeurs universelles se redéfinissent et les équilibres moraux se renversent.

L'objectif majeur de cet ouvrage est de déconstruire les récits occidentaux dominants en révélant la falsification d'un discours médiatique qui a inversé la réalité : le bourreau devenant victime, la victime transformée en agresseur. À cette fin, j'ai présenté des témoignages et des rapports émanant de l'Occident lui-même, confirmant que ce qui se déroule en Palestine constitue bel et bien « la monstrosité de notre siècle », selon l'expression de Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale de l'ONU pour les droits de l'homme dans territoires palestiniens occupés – un crime perpétré sous les yeux du monde, sous le prétexte fallacieux du « droit d'Israël à se défendre ».

Mais ce travail dépasse les frontières. Il plonge dans les profondeurs philosophiques et existentielles de notre époque pour poser une question fondamentale éminemment humaine : qui est « le dernier homme » ? Et porte-t-il encore en lui l'essence de l'humanité – ou l'a-t-il perdue lorsqu'il a choisi de garder le silence et détourner les yeux face au génocide, considéré universellement comme le crime des crimes ?

Dans cette optique, je revisite la thèse de Francis Fukuyama dans « La Fin de l'Histoire et le dernier homme ». Toutefois, la lecture que j'en fait en renverse la conclusion : le « dernier homme », incarné aujourd'hui par l'homo occidental moderne, n'est pas le symbole du triomphe de la ci-

vilisation occidentale, mais l'annonciateur de son déclin, voire même de son oraison funèbre – un homme ayant perdu son âme, troquant ses valeurs contre l'égoïsme étroit, sa conscience contre le pouvoir, et la compassion contre la domination.

À travers cet ouvrage – où l'analyse géopolitique s'entrecroise avec une méditation existentielle sur la condition humaine contemporaine – j'ai acquis une conviction profonde : la Palestine n'est pas seulement la juste cause d'un peuple occupé et opprimé ; elle est le miroir de la conscience universelle.

Assurément, ceux qui se tiennent debout aujourd'hui au milieu des ruines de Gaza ne contemplent pas seulement une ville détruite, mais l'effondrement moral de la civilisation occidentale elle-même – dans ce qu'il est loisible de considérer comme l'épreuve la plus décisive pour l'humanité et pour l'éthique de notre temps.

<sup>(1)</sup> Amir Nour, «THE MONSTROSITY OF OUR CENTURY: The War on Palestine and the Last Western Man», CLARITY PRESS, Inc., Atlanta GA, USA, 2025: <https://share.google/p84UPPrRZGq5Kq8HL>

(\*) Chercheur algérien en relations internationales et chercheur associé auprès du Centre de Recherche sur la Mondialisation (Canada). Spécialisé dans les relations entre l'Occident et le Monde arabo-musulman à travers l'histoire, il est l'auteur de quatre ouvrages, dont deux en langue française : «L'Orient et l'Occident à l'heure d'un nouveau Sykes-Picot» (Éditions Alem El Afkar, Alger, 2014) et «L'Islam et l'ordre du monde» (Alem El Afkar, Alger, 2021).

## CE QU'ILS ONT DIT DU LIVRE

Richard Forer, auteur juif américain et ancien membre de l'influent Comité des Affaires Publiques Américano-Israéliennes (AIPAC). Il est l'auteur de « Breakthrough: Transforming Fear Into Compassion – A New Perspective on the Israel-Palestine Conflicts » (2010) et « Wake Up and Reclaim Your Humanity: Essays on the Tragedy of Israel-Palestine » (2020), lauréat du « New York City Big Book Award ».

Dans sa préface, il affirme : « Bien que je puisse écrire un livre sur le livre d'Amir Nour, je conclurai par ceci : Nour pose peut-être la question fondamentale de notre époque, voire de tous les temps, concernant les relations entre les groupes, une question qui doit toujours et nécessairement être posée, une question qui viendrait à l'esprit de tout dirigeant rationnel et humain : « N'est-il pas insensé de penser que notre monde civilisé est incapable de trouver une voie autre que celle menant à la destruction mutuelle assurée ? ».

**Dr Ahmed Taleb-Ibrahimi, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Algérie (1982-1988):**

« Aujourd'hui plus que jamais, les Arabes et les Musulmans

doivent prendre conscience des terribles manœuvres dont ils sont la cible, des manœuvres destinées à attiser la discorde et la sédition au sein de la Oumma : entre Sunnites et Chiites, Arabes et Kurdes, Arabes et Amazighs, Musulmans et Chrétiens. Preuve en sont les turpitudes infligées à la cause centrale des Arabes et des Musulmans, celle de la Palestine spoliée.

Je recommande vivement la lecture du livre d'Amir Nour en raison du choix judicieux de ses sources rigoureusement documentées, de la profondeur et de la sagacité de son analyse et de la clairvoyance de sa vision ».

**Dr Chas W. Freeman Jr., ancien Assistant du Secrétaire à la Défense américain chargé des affaires de sécurité internationale et ancien ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite:**

« La Monstrosité de notre siècle » est une œuvre profonde et minutieusement documentée, écrite par un brillant intellectuel arabe, nourri des traditions intellectuelles occidentale et islamique. L'auteur démontre de manière éloquente comment l'évolution du conflit palestinien a discrédité l'autorité morale de l'Occident, affaibli le droit international et

changé l'ordre mondial, tout en isolant Israël, rendant par là-même sa survie de plus en plus incertaine ».

**Dr Ramzy Baroud, journaliste et militant palestinien-américain, auteur de « My Father Was a Freedom Fighter » et « La Dernière Terre »:**

« Une critique audacieuse et novatrice de l'impérialisme occidental, centrée sur le colonialisme de peuplement israélien en Palestine et sa guerre génocidaire contre Gaza, l'ouvrage d'Amir Nour remet en question de nombreuses idées reçues sur les racines des conflits mondiaux, le récit binaire de la « guerre contre le terrorisme » et la dangereuse mentalité du « nous contre eux » prônée par Washington et ses alliés occidentaux. En replaçant la guerre israélienne contre le peuple palestinien dans un contexte global, Nour contribue à libérer l'histoire de ce prétendu « conflit » d'une approche provisoire et souvent à courte vue. De plus, le livre démontre avec brio la nécessité d'une autre forme d'histoire – une histoire qui s'éloigne de l'approche occidentale ethnocentrique et dominante pour adopter une « histoire globale » plus équitable. Un ouvrage indispensable et vivement recommandé. »



# Albert Camus, un colonialiste de bonne volonté

Par Omar Merzoug\*

Parmi les premiers, il en est qui, évoquant Camus, ne tarissent pas d'éloges sur leur idole préférée, n'hésitant pas à parler, à propos de son récit «L'Étranger», de réussite prodigieuse : «Un miracle. C'est le mot qui vient à l'esprit quand on se penche sur l'incroyable destin de L'Étranger» écrit Grégoire Leménager dans une récente livraison du Nouvel Observateur, ajoutant qu'«avec sa langue claire et sa signification opaque, L'Étranger a conquis la planète, de Roland Barthes à Mario Vargas Llosa et de Nathalie Sarraute à G.W Bush». Rien d'étonnant à ce que l'on s'y intéresse. Qui n'a pas lu ce bref récit, publié en juillet 1942, par un jeune romancier de 30 ans ? L'Étranger, qui fut d'emblée un succès de librairie et qui le reste, est un récit qui déroge à la tradition littéraire française stricto sensu, puisque l'auteur a acclimaté certains procédés, venus d'Outre-Atlantique. Ce succès n'est pas, du reste, dû aux seules qualités littéraires du roman, mais aussi aux circonstances historiques et à la situation de la littérature française entre les deux guerres. Ces phrases sèches, ce style dépouillé rappellent es techniques des romanciers américains, alors que la tradition française se plaît à l'introspection psychologique. «A peine sorti des presses, L'Étranger a connu la plus grande faveur» remarque Sartre. On se répétait que c'était 'le meilleur livre depuis l'Armistice'. «Au milieu de la production littéraire du temps, ce roman était lui-même un étranger» commente Sartre. Pour sa part, B. Faulconnier, dans Le Magazine Littéraire, note que «la gloire de Camus reste sans égale» précisant qu'«elle est «bien vivante et toujours lue avec passion par les jeunes générations».

Ce «contemporain vital» selon Franck Nouchi, n'a pas fini de séduire auteurs et lecteurs, parce qu'il a «parlé de tout ce qui nous concerne». Cet éminent écrivain aurait, à l'en croire, fait œuvre d'anticipation en élaborant la critique de la société du spectacle, la télé réalité et le déferlement médiatique. On n'imagine pas à quel point Camus est «un point de repère essentiel» commente Franck Nouchi. De son côté, Vincent Duclert, dans un numéro hors-série du Monde intitulé «Une vie, une œuvre» campe un Camus en apôtre de la liberté : «Il n'est pas un jour, écrit cet hagiographe laborieux, où l'intellectuel aux multiples combats, l'homme de fidélité et de passion...n'inspire des engagements de vérité et le courage de la liberté». Il en fait, comme Hubert Védrine, l'ancien ministre socialiste, un rempart « quand tout disparaît, quand le monde s'abandonne à l'oubli et à la tyrannie». Parmi ses admirateurs, l'unanimité règne sur les vertus de l'œuvre et sur « la trajectoire d'un homme d'exception. La popularité de l'écrivain est immense en France et à l'étranger» précise Minh Tran Huy, l'éditorialiste du Magazine littéraire, lors de la commémoration du 50e anniversaire de la mort de Camus. En octobre 1957 déjà, Émile Henriot, académicien et critique littéraire du quotidien Le Monde, évoquant l'attribution du prix Nobel, mettait en exergue « les hautes qualités littéraires» qui «lui ont, avec cinq ou six livres importants, mérité sans conteste la place qu'il occupe au premier rang de nos écrivains». « Ce sobre et pur artiste», ajoutait Henriot, séduit par «la vigueur, la précision et le ramassé de son style». En guise de péroraison, il déclarait, avouant sa prédilection pour L'Homme révolté, qu'il est indéniable que c'est «par son message spirituel et l'intransigeante fermeté de ce directeur de conscience qu'il aura été retenu et finale-

**Écrivain mondialement connu, Albert Camus est un signe de contradiction. Nombreux sont les laudateurs qui le portent aux nues en l'affublant de tous les superlatifs possibles et imaginables. Ses détracteurs, s'ils sont moins influents, ne s'en laissent pas conter et défendent, avec une ardeur inoxydable, leur piètre opinion du romancier, de l'homme public et de l'essayiste.**

ment choisi». Pourtant tant d'éloges et de noms prestigieux ou moins célèbres, n'impressionnent guère les détracteurs de Camus. Ces sceptiques refusent l'argument d'autorité auquel se réduisent les louanges adressées à Camus, déclarant se placer sur le terrain des faits ; or, d'après eux, les faits ne ratifient nullement les lauriers décernés à l'auteur de La Chute. Et d'abord le succès commercial d'une œuvre n'est jamais le signe d'une haute facture littéraire, d'un style sublime. Combien d'œuvres qui, par le passé, ont été imprimées à des milliers, voire à des millions d'exemplaires et qui sont maintenant tombées dans l'oubli. Qui, en dehors d'une poignée d'universitaires, lit Corinne ou l'Italie de Mme de Staël ou Les Mystères de Paris d'Eugène Sue ; qui, à l'exception des spécialistes, consulte encore The Mysteries of Udolpho d'Ann Radcliffe (1794) ou The Pickwick Papers (1836) de Charles Dickens, qui furent des phénomènes d'édition, ?

Ensuite, il est évident que la trajectoire de Camus a été revue et corrigée pour les besoins de la cause. Albert Camus, quelles qu'aient été ses qualités, n'a pas été l'homme d'exception qu'on célèbre, ni le croisé de la liberté, et pas davantage, le courageux intellectuel. Ses admirateurs se gardent bien de rappeler qu'il a obtempéré aux sommations de l'organe de la censure nazie en acceptant de retirer le chapitre sur Kafka, écrivain juif, qui figurait originellement dans son manuscrit du «mythe de Sisyphe». Dans son livre «Une si douce occupation», l'historien Gilbert Joseph a établi que Camus a demandé une bourse au gouvernement de Vichy et qu'elle lui fut refusée : « Camus se déconsidéra en acceptant que le chapitre qu'il avait consacré à Kafka fût retiré du Mythe de Sisyphe afin que la censure allemande autorisât la publication» Dans un courrier, daté du 7 mars 1942, adressé à son ancien professeur de philosophie il annonce la chose : 'Il (Gaston Gallimard) accepterait de publier mon essai, mais il y a un chapitre sur Kafka qui ne peut passer»

Camus aurait-il été cet apôtre de la liberté dont on nous rebat les oreilles ? Eh bien pas davantage. En réalité, sous l'influence d'un ex-communiste, A. Koestler (1905-1985) Camus s'est mué, dès la fin des années 1940, en anticomuniste forcené, accablant l'URSS de ses critiques et de ses allégations. Sartre, dans la Réponse qui devait consommer leur rupture, ne se gêna point pour le lui asséner : «Votre lettre suffit amplement à montrer-s 'il faut parler de vous comme l'anticommuniste parle de l'URSS ; hélas comme vous en parlez- que vous avez fait votre Thermidor». Camus, en l'occurrence, avait la mémoire courte : il feignait d'oublier le rôle décisif de l'Armée rouge dans la victoire sur le nazisme et la libération de l'Europe. Or, pour les Algériens, comme le dit frontalement Ferhat Abbas, dans son livre La Nuit coloniale, l'existence des pays socialistes a été un puissant facteur dans la victoire du FLN : «On peut dire avec certitude que l'URSS et les pays de l'Est ont joué, à l'égard des peuples colonisés, le rôle de la Providence même. Sans l'existence et la puissance du monde socialiste, nous en serions encore au stade de la littérature colonialiste».

Mais la pire de toutes les impostures est de bro-

ser le portrait de Camus en intellectuel anticolonialiste. La preuve que disons vrai, ce sont les textes mêmes de Actuelles III : «Je ne puis, déclare Camus, approuver une politique de démission qui abandonnerait le peuple arabe à une plus grande misère, arracherait de ses racines séculaires le peuple français d'Algérie et favoriserait seulement, sans profit pour personne, le nouvel impérialisme qui menace la liberté de la France et de l'Occident». En clair, ce que Camus appelle «démission», c'est ce que les ultras de l'Algérie française stigmatiseront comme «abandon». Et Camus de conclure : «Je considère que je ne dois pas aider une seule seconde, et de quelque façon que ce soit, à la constitution de l'autre Algérie.» c'est-à-dire de l'Algérie indépendante.

Mais à force de répéter la contre-vérité d'un Camus anticolonialiste des centaines et des milliers de fois dans les médias, elle a fini par revêtir les oripeaux de la vérité. Hélas pour ses promoteurs, un mensonge ne peut devenir, par je ne sais quel miracle, une vérité. Certains Algériens sont persuadés qu'Albert Camus était partisan d'une Algérie indépendante. Yasmina Khadra, alors directeur du Centre culturel algérien, a soutenu avec enthousiasme le projet «Caravane Albert Camus» dénoncé pourtant dans une pétition, intitulée «Alerte aux consciences anticolonialistes» comme une émanation du «lobby néocolonial». On brandit toujours le fameux reportage de Misère de la Kabylie pour accréditer la légende d'un Camus anticolonialiste. Mais ce reportage fonctionne comme un leurre, un miroir aux alouettes. Mais il vaut mieux en appeler aux faits, même si la mentalité française ne les aime pas, leur préférant les belles phrases et l'art de la conversation.

Albert Camus n'a jamais remis en cause le système colonial pour une raison simple : sa naissance sur le sol algérien et son existence de pied-noir ne peuvent s'expliquer que par les effets déléteurs de la colonisation. Sans les crimes de guerre, les enfumades, les tueries de masse et les exactions de toutes sortes, ses ancêtres n'auraient jamais pu se rendre maîtres de l'Algérie. C'est sur un territoire souillé par les exactions génocidaires qu'il est né, évolué, qu'il a été scolarisé pendant que des millions d'enfants musulmans étaient exclus de l'école et réduits à errer en gueux dans les rues. Même dans le reportage «Misère de la Kabylie» d'Alger-Républicain si complaisamment porté à son actif, Camus ne conteste nullement la colonisation dont il a vu pourtant les répercussions désastreuses sur les populations. Il continue de réciter la litanie de l'assimilation, se persuadant que des mesures sociales suffiraient à régler le problème. Il avait auparavant applaudi au projet Blum-Violette, parce qu'il pensait que le bénéfice de la naturalisation amputerait de quelques milliers d'âmes la lutte que menait le PPA pour l'indépendance et l'Association des Oulémas pour la restauration de la personnalité algérienne.

Les massacres de mai 1945, qui marquent les débuts de la guerre de libération algérienne, dont les victimes, estimées par de rigoureux historiens, se sont soldées par trente mille morts et sans doute davantage, permettent d'entamer la légende de l'anticolonialisme de Camus. En novembre 1954, le mouvement national, suturant ses blessures et dépassant ses divisions, déclenche l'insurrection qui allait aboutir à une Algérie émancipée de la tutelle coloniale. Quelle fut l'attitude de Camus ? D'abord l'incompréhension : pénétré de la mythologie républicaine, Camus ne

pouvait admettre qu'on pût refuser la France pour patrie. Viscéralement attaché à sa communauté, il va abandonner ses idées d'émancipation et consentir, au fur et à mesure que la guerre prendra un tour inexpiable, a un repli communautaire. De là, sa formule malheureuse, prononcée à Stockholm : «Je crois à la justice mais je défendrai ma mère avant la justice». Phrase que commentera en ces termes le directeur du quotidien Le Monde : «j'étais certain que Camus dirait des conneries». Cette formule est, en réalité, l'expression spontanée du communautarisme des petits Blancs d'Algérie. Camus a toujours défendu leur existence sur le sol algérien, arguant du fait que la présence française ne pouvait s'évanouir de la terre algérienne. Or, les résistants algériens voulaient précisément abolir le colonialisme français et les événements allaient dans ce sens. Tous les facteurs objectifs et subjectifs convergeaient vers l'indépendance de l'Algérie. Il est significatif que De Gaulle, ramené au pouvoir par les partisans de l'Algérie française, se soit résolu, d'assez mauvaise grâce, à négocier avec le FLN. Dès le 16 septembre 1959, De Gaulle évoque l'autodétermination comme le premier jalon de l'indépendance. Très vite, on en arrivera à l'Algérie algérienne, aux négociations, secrètes puis officielles, avec le FLN, et enfin à la proclamation de l'indépendance. Camus le savait, mais il lui était difficile de le reconnaître publiquement. Dans sa correspondance privée, il en fait état, en août 1958 : «Je crois comme vous qu'il est sans doute trop tard pour l'Algérie. Je ne l'ai pas dit dans mon livre parce que lo peor no es siempre seguro (le pire n'est jamais sûr)...et parce qu'on n'écrit pas pour dire que tout est fichu. Dans ce cas, on se tait, je m'y prépare». (Lettre à Jean Grenier). Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, Camus avait perdu pied touchant les réalités algériennes. Il ne cessait de stigmatiser les moyens de lutte choisis par la direction du FLN, mais ces moyens étaient très semblables à ceux que la Résistance française avait employés contre l'occupation nazie. N'était-ce pas Camus lui-même qui écrivait : «Une fois de plus, la justice doit s'acheter avec le sang des hommes» ? (Le Sang de la liberté, Combat, 24 août 1944). A partir de novembre 1954, les résistants algériens décidèrent de payer tribut au sacrifice, comment Camus eût-il pu les désavouer ? C'est pourtant ce qu'il fit par inconséquence.

Après les massacres de mai 1945, la question de l'indépendance était ouvertement posée. On cessait de parler d'assimilation, de réformes, d'autant que les élections étaient systématiquement truquées. La création de l'Organisation Spéciale où se retrouvèrent tous les militants qui se rendront à la manœuvre le 1er novembre 1954 en est un autre signe. C'est une conjoncture nouvelle qui se dessine alors que Camus en restait à des slogans creux et vides : «Le fait français ne peut être éliminé en Algérie et le rêve d'une disparition subite de la France est puéril» et il ajoutait ,non sans mépris, pour les Algériens engagés dans le combat pour l'indépendance : «si bien qu'on soit disposé envers la revendication arabe, on doit cependant reconnaître qu'en ce qui concerne l'Algérie, l'indépendance nationale est une formule purement passionnelle». Enfermé dans une impasse, Camus ne pouvait, bien qu'il vît les réalités et craignît ce qui allait arriver, admettre la possibilité de l'indépendance et s'est replié sur ses origines, ne cessant de nous rebattre les oreilles avec les siens. «Camus ne nous a servi que des sermons» dit un écrivain algérien. Il s'était donné le titre de Juste, mais la justice exige souvent que nous combations contre nous-même, que nous affrontions nos proches. Camus n'a pas pu s'élever à cette hauteur, c'est pourquoi il était ce «Juste sans justice», comme l'a bien vu Simone de Beauvoir qui l'accusait d'avoir consenti aux crimes de la France.

\*Docteur en philosophie (Paris-IV Sorbonne)

## Publicité

**Société individuelle privée**  
**Sise à Sidi Bel-Abbès**  
**Recrute dans l'immédiat :**

**Responsable de laboratoire**  
**Profil :**

- 1) Master chimie ou ingénieur mécanique
- 2) Expérience dans le poste souhaitée
- 3) Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
- 4) Libre de tout engagement

**Avantage :** salaire à débattre

**Adressez :** Lettre de motivation + CV  
à Zone industrielle, lot n°100  
Sidi Bel-Abbès  
**ou Mail :** [tplast\\_algerie@yahoo.fr](mailto:tplast_algerie@yahoo.fr)

**Société Industrielle privée**  
**sise à Sidi Bel-Abbès**  
**Recrute dans l'immédiat**

**MANAGER système Qualité :**

**Profil :**

- 1)- Ingénieur (toutes spécialités), Licence et plus
- 2)- Expérience dans le poste souhaitée
- 3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
- 4)- Libre de tout engagement

**Avantage :** Salaire à débattre

**Adressez :** Lettre de motivation + CV  
A Zone industrielle lot n° 100  
Sidi Bel-Abbès  
**Ou Mail :** [tplast\\_algerie@yahoo.fr](mailto:tplast_algerie@yahoo.fr)

## Publicité

**APPARTEMENTS**

■A vendre appartement F3, 2<sup>e</sup> étage, à El-Kerma, spacieux avec toutes commodités, bien ensoleillé prix négociable – Tél : 0553.84.94.18

**DIVERS**

■Location licence taxi, Oran. Contactez tél : 0549.33.20.09

■A louer Licence taxi, Oran-ville -Tél : 0697.16.26.67 (entre 10h et 17h).

■Clinique d'ophtalmologie, à Oran, cherche une femme de ménage. Horaire d'appel : de 9h à 12h00 – Tél : 0782.63.37.72

**VEHICULES**

■Achat véhicules accidentés ou en panne, Léger et Lourd  
Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82.  
Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Volkswagen Tél : 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

**PENSÉE**

**CHER PAPA KOUAÏDIA M'HAMED**

Aujourd'hui, cela fait huit ans que tu nous as quittés et chaque jour qui passe, je ressens encore ton absence et cette douleur est toujours présente comme au premier jour. Il est difficile de croire que tant de temps s'est écoulé, tu as toujours été un pilier dans notre vie, je te rends hommage en continuant à avancer, en honorant ta mémoire dans tout ce que je fais. Merci d'avoir été un père exceptionnel, je t'aime et je te garde toujours dans mon cœur. Allah yarhamek Inchallah Firdouas el aela comme tu le disais toujours.  
*Tes enfants et ta femme*





2

21:10 TÉLÉTHON 2025 : 39E ÉDITION

09:30 Téléthon 2025 : 39e édition  
13:00 Journal 13h00  
13:20 13h15, le samedi  
14:05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
15:00 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
16:10 Rugby : Champions Cup  
18:15 Tout le monde a son mot à dire  
18:45 Téléthon 2025 : 39e édition  
20:00 Journal 20h00  
20:30 20h30 le samedi



Sophie Davant, Nagui et Santa se mobilisent plus que jamais dans la dernière ligne droite du Téléthon. Pour mettre en lumière les progrès de la recherche, la soirée est portée par des rencontres avec des invités exceptionnels, qui annoncent de grands moments d'émotion. Alors qu'elle n'était qu'un rêve il y a quelques années, la guérison est devenue un espoir. Les familles ayant reçu les premiers traitements révolutionnaires viennent en témoigner, accompagnées des scientifiques qui oeuvrent au quotidien en faveur de la recherche....

3

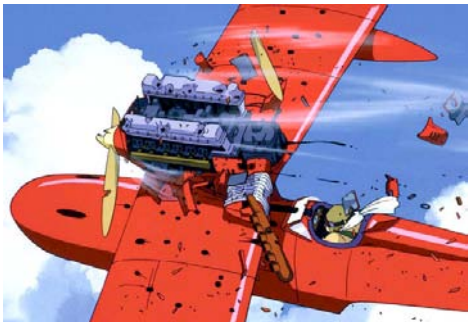
21:10 Le voyageur



Saison 2 - Episode 5 : La tentation du mal  
En Lorraine, au sein d'une entreprise familiale, une salariée s'inquiète de l'absence de prime de fin d'année, alors que son employeur lui confirme les difficultés financières de la société. Travaillant tard dans la nuit sur les comptes, ce dernier est assassiné par immolation. Le geste est maquillé en suicide. Néanmoins, Yann Kandy, chargé de l'enquête, soupçonne rapidement un assassinat et le relie à deux autres meurtres non résolus dans le même département...

4

21:05 Porco rosso



Au-dessus des eaux turquoises de la Méditerranée, dans l'Italie des années 1920 encore marquée par les cicatrices de la Grande Guerre, plane une légende : celle de Porco Rosso, un chasseur de primes aussi redouté qu'énigmatique. Derrière ce surnom qui fait trembler les pirates de l'air se cache Marco Pagotto, un ancien as de l'aviation militaire, dont le visage a été mystérieusement transformé en celui d'un cochon....

5

arte

TMC

09:26 Vida la véto  
10:15 Des trains pas comme les autres  
10:50 Silence, ça pousse !  
11:45 Silence, ça pousse !  
12:45 Inde du Sud, le charme Tamoul  
13:40 Vivre loin du monde  
14:24 Imprévu  
14:40 Au coeur de la Scandinavie  
15:35 Quand les hyènes défient les lions  
16:30 Les routes de l'impossible  
17:40 C dans l'air  
18:55 C à vous  
20:05 C à vous la suite  
21:05 Echappées belles

09:20 Invitation au voyage  
10:05 Cuisines des terroirs  
10:30 Pays de Galles : La nuit du monde sauvage  
11:15 Pays de Galles : Au fil de l'eau  
12:00 La France côté Nord  
16:50 Invitation au voyage  
17:30 Zimbabwe, l'art des tresses africaines  
18:05 Yucatán : Les gardiennes des abeilles sacrées  
18:50 Arte reportage  
19:45 Arte journal  
20:05 28 minutes samedi  
22:30 Un moi aux personnalités multiples...  
23:25 Paternité : une métamorphose décryptée

09:50 Quotidien  
11:40 L'invité surprise de Noël  
13:15 Lettres magiques au père Noël  
14:55 Un souhait magique pour Noël  
16:25 Les biscuits magiques de Noël  
18:00 Noël, la passion des Français : chanson, téléfilm et pâtisserie  
19:40 Marchés de Noël et grands magasins : dans les préparatifs du plus gros business de l'année  
21:15 Columbo  
23:05 90' Enquêtes



CINE + FRISSEON 20:50

INTERSTELLAR

Acteur: Matthew McConaughey (Cooper), Anne Hathaway (Amelia Brand), Jessica Chastain (Murph),...

Dans un futur proche, la Terre est ravagée par des catastrophes environnementales, avec une sécheresse persistante et une famine dévastatrice. Cooper (Matthew McConaughey), un ancien pilote de la NASA devenu agriculteur, lutte pour élever ses deux enfants dans ce monde en déclin. Sa vie bascule lorsqu'il découvre des coordonnées mystérieuses en langage binaire, révélées après une tempête de sable. En suivant ces indications avec sa fille Murph (Jessica Chastain), ils se retrouvent dans un centre secret de la NASA, dirigé par le professeur Brand (Michael Caine) et sa fille Amelia (Anne Hathaway)...



CINE+ family 20:50

LE MERVEILLEUX MAGASIN DE MR MAGORIUM

Acteur: Ted Ludzik (Bellini), Natalie Portman (Molly Mahoney), Dustin Hoffman (Edward Magorium),  
Dans un univers enchanteur, le magasin de jouets de Monsieur Magorium (Dustin Hoffman) est un lieu où l'imagination prend vie. Les jouets y semblent dotés d'une conscience propre, s'adonnant à des activités extraordinaires : des ballons jouent au basket, tandis que des pantins et marionnettes s'animent et parcourent les allées. Cependant, cette magie s'estompée lorsque Monsieur Magorium décide de léguer le magasin à la timide Molly (Natalie Portman), une employée passionnée mais peu sûre d'elle...



CANAL+ CINEMA 21:00

A BICYCLETTE !

Acteur: Mathias Mlekuz (Mathias), Philippe Rebbot (Philippe), Josef Mlekuz (Jo),...

Un an après la disparition tragique de Youri, son fils, Mathias (Mathias Mlekuz) se retrouve face à un vide insupportable, hanté par les souvenirs et les questions sans réponse. Pour honorer sa mémoire et peut-être trouver un semblant de paix, il décide de se lancer dans un périple à vélo aussi ambitieux qu'improbable : retracer l'itinéraire que Youri avait emprunté quelques années plus tôt, de La Rochelle jusqu'en Turquie, à travers les paysages variés de l'Europe...

TÉLÉVISION

TF1

21:10 Election de Miss France

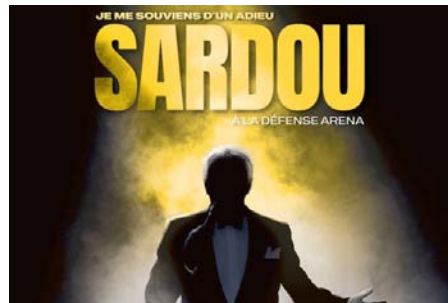
11:00 Télésopping samedi  
11:45 Petits plats en équilibre  
11:50 Les douze coups de midi  
12:50 Petits plats en équilibre  
13:00 JT 13h  
13:40 Reportages découverte  
14:50 Reportages découverte  
16:10 Miss France un jour... Miss France toujours !  
17:20 Star Academy, la quotidienne  
17:55 50mn Inside  
19:50 Petits plats en équilibre  
20:00 JT 20h  
21:00 Météo



Traditionnel maître de céans, Jean-Pierre Foucault présente la 30e édition de Miss France. Parmi les trente Miss régionales qui vivent une aventure unique et magnifique, une seule sera sacrée sur la scène du Zénith d'Amiens. Grande nouveauté pour cette édition 2026 : lors de la pré-sélection, elles sont douze candidates à être appelées pour prétendre au titre de Miss France, un challenge qui renforce davantage ce moment si intense les rapprochant du titre...

6

21:10 Michel Sardou : je me souviens d'un adieu



10:10 Made in France : ils inventent l'industrie de demain  
10:55 66 minutes : grand format  
12:45 Le 12.45  
13:35 Cauchemar en cuisine  
17:30 La roue de la fortune  
18:35 Le maillon faible  
19:45 Le 19.45  
20:35 Scènes de ménages  
23:10 Les 20 chansons de Michel Sardou préférées des Français

Après 60 ans de carrière, Michel Sardou a fait ses adieux à la scène en offrant à son public une ultime tournée qui a rassemblé plus de 400 000 spectateurs à travers la France. Accompagné par un orchestre, sur la scène de la Défense Arena en mars 2024, le chanteur, éternel révolté et séducteur, a interprété ses plus grands succès....

CANAL+

21:00 The Alto Knights



09:33 Bridget Jones - Drôle d'héroïne  
12:02 L'hebd'Hollywood  
12:18 Têtâtête(s)  
12:32 Le cercle  
15:01 L'hebd'Hollywood  
17:24 Noryang : L'affrontement final  
19:51 Coach Hakim  
20:04 Samedi sports méca

Plongez dans les ombres de New York en 1957, où la loi du silence règne en maître et où les alliances se brisent aussi vite qu'elles se forment. The Alto Knights nous entraîne dans les arcanes du crime organisé à travers le destin de Frank Costello (Robert De Niro), un parrain redouté dont l'empire semble inébranlable. Mais quand une balle frôle sa tempe dans le couloir feutré d'un hôtel, tirée par un tueur invisible, Costello comprend qu'il n'est plus intouchable....



PLANETE +

TFX

W9

09:32 American Pickers, la brocante made in USA  
11:51 Qui a tué Blood, Sweat & Tears ?  
13:42 Napoléon III, le prix de l'audace  
15:38 L'Europe des merveilles  
17:30 La vie secrète des pharaons  
19:24 American Pickers, la brocante made in USA



09:10 One Piece  
09:40 One Piece  
11:40 Cleaners les experts du ménage  
18:30 Cleaners les experts du ménage  
20:10 Star Academy, la quotidienne  
21:10 Chroniques criminelles  
22:55 Chroniques criminelles



10:10 Absolument stars  
11:40 Desperate Housewives



17:30 La petite histoire de France





A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

Horizontalement:

- Gourmande.
- Légitime.
- Nouveau venu.
- Point de suspension.
- Filets de poissons.
- Doté d'adresse.
- Rame.
- Sort de l'eau.
- Entreprise économique.
- Marque de fabrique.
- Elément négatif.
- Tranche dans le vif.
- Plante à pain.
- Fait du chichi.
- Se traite de gros à gros.
- Fleur.
- A cause d'elle, tout a été fichu par terre !
- Dirigeant.
- Longe. Chemin.

Verticalement:

- Rendre la pareille.
- Gras.
- Blanchit.
- Des petits riens qui font un plus.
- Transport d'animaux.
- Entre dans le vague du sujet.
- Note basse.
- Symbole de gaz.
- Promises au-delà des monts.
- Pas de veine.
- Fait cause commune.
- Nous est acquis.
- Crème dessert.
- On en rit encore.
- Préposition.
- Va au plus mal.

E	C	I	L	A	C	E	R	T	E	M	O	R	A	B
N	T	N	E	M	E	N	N	O	S	I	O	P	M	E
E	R	C	A	S	E	R	V	A	S	E	E	M	R	A
R	A	U	T	N	E	M	E	N	I	A	T	R	E	C
G	N	E	E	G	I	T	A	N	I	E	V	N	O	T
I	D	C	U	V	C	H	A	R	E	E	E	N	R	P
E	O	N	M	R	A	R	E	S	R	V	T	O	L	P
T	N	E	A	E	O	S	I	T	E	R	I	A	R	F
N	N	D	S	U	I	H	I	U	E	K	C	E	A	O
E	E	I	E	O	C	G	E	R	A	E	A	C	R	R
M	E	S	N	N	E	R	N	V	R	V	O	E	E	C
E	R	E	A	L	I	T	E	I	N	U	L	S	E	
D	O	R	L	O	T	E	R	S	E	R	I	V	A	N
U	F	P	P	O	T	S	A	E	E	P	P	A	R	G
R	E	L	L	I	U	O	B	R	A	B	G	N	A	G

ARENE - ARMEE - AVEU - BARBOILLER -  
BAROMETRE - CALICE - CASER -  
CERTAINEMENT - CONTRER - DORLOTER -  
EMPOISONNEMENT - ENERGIE - FACON - FORCE -  
FRANCHISE - GANG - GRAPPE - NAVIRE - NEVEU  
- NOISE - NOUER - PILER - PLACER - POIRE -  
PREAVIS - PRESIDENCE - RANDONNEE - RASER -  
REALITE - ROUE - RUDEMENT - RUER - SAMU -  
STOP - TROIKA - VASE - VERTIGE - VISER.

Les 11 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er c'est mistigri.  
- Mon 2e est une couverture d'oreiller.  
- Mon 3e est naïf.  
Mon tout donne des marrons.

1	A	N	U											
14														

10	4	2	4	7	1	16	11	4	5
1	17	1	8	4	7		9	7	4
2		17	3		7	3	5		8
6	4	4		6	9	2	6	4	7
1	6		8	9	10	9	4	7	4
7	4	8	7	4	4		5	18	6
13	7		4	7	7	4		13	4
9	2		15	5		9	13	4	12
5	4	1	3		14	7	9	7	4
4	11		5	1	11	4	7		2
	5	1	8	7	4		4	5	6
4		11	3		8	12		3	
13	3	4	11		19	4	6	7	4
4	2	5	4	10	4	11	9	4	5
2	4	4		6	5	1	7	5	

Jeux proposés par Chérifa Benghani


6	8	9			2		4	1
	5		3				7	
			4		1		5	9
	4	1	6		5			2
	2							5
9	3						6	7
				7				
5	1	7						
4	9			8			1	

F	I	G	U	I	E	R			
L	O	U	R	D		C	E	T	
E	R		A		C	H	E	R	
S	E	N	T	I		A	R	A	
E	T	A	U		A	N		C	
M	S		I	M	I	T	E	E	
A			I	T	A	L	I	E	
J	U	R	E	R		L		E	
E	N		M	E	U	L	E	S	
S	I	T	E		S	O	R	T	
T	E	I	N	T		N	E		
E	S		T	R	E	S	S	E	

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9439

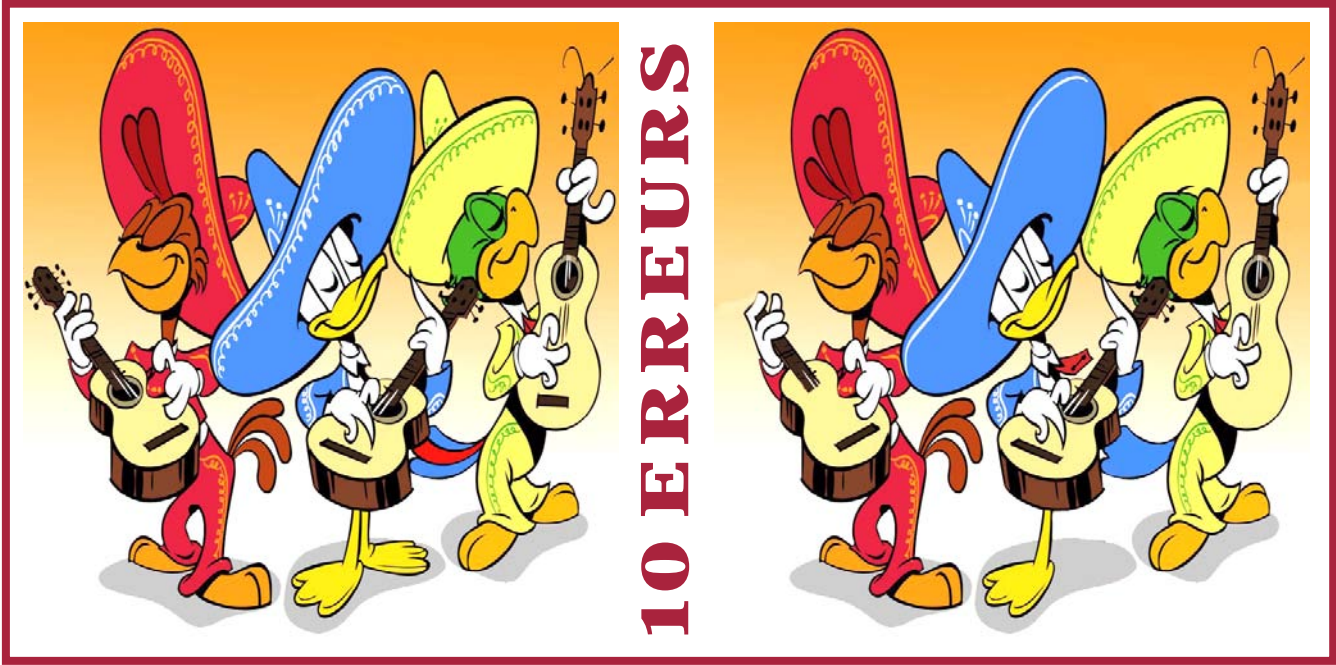
CROISÉS N°9439

SUDOKU N°9439

FOUILLIS N° 9439:  
MENDIANT (Ment - Dit - An)

CODÉS N° 9439

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
R	A	M	B	E	L												
C	V	N	I	T	D												
S	G	O	U														





## La peine de mort rétablie au Burkina



Le régime militaire du Burkina Faso va rétablir dans son code pénal la peine de mort qui avait été abolie en 2018, a indiqué jeudi le Conseil des ministres. «Ce projet de code pénal rétablit la peine de mort pour un certain nombre d'infractions que sont la haute trahison, les actes de terrorisme, les actes d'espionnage, entre autres», a précisé le service d'information du gouvernement burkinabè. Selon l'ONG Amnesty International, la dernière exécution recensée au Burkina Faso remonte à 1988. La peine de mort a été abolie sous le régime civil de Roch Marc Christian Kaboré, 30 ans plus tard.

Le Burkina est actuellement dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir après un coup d'Etat militaire en septembre 2022.

Le texte, qui doit être validé par l'Assemblée législative de transition, créée par la junte, «sanctionne» également «la promotion et les pratiques homosexuelles et assimilées», selon le gouvernement.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Nouvelle série de bombardements de l'armée sioniste au Liban



Les avions de guerre de l'armée sioniste ont mené jeudi une nouvelle série de bombardements contre des localités du sud du Liban, en flagrante violation du cessez-le-feu en vigueur, a rapporté l'agence de presse libanaise ANI.

Les avions de guerre de l'armée sioniste ont ciblé les localités de Mahrouna et de Jbaa, dans le sud du Liban, a précisé

l'ANI, notant que les bombardements ont été précédés d'ordres d'évacuation des populations. Selon le ministère libanais de la Santé, au moins 335 personnes sont tombées en martyrs et 973 autres ont été blessées par les tirs de l'armée sioniste depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 27 novembre 2024.

La mission de maintien de la

paix des Nations unies (FINUL) a également signalé plus de 10 000 violations aériennes et terrestres par l'entité sioniste. En vertu du cessez-le-feu, l'armée sioniste était censée se retirer du Sud-Liban en janvier 2025, mais elle ne s'est retirée que partiellement et continue de maintenir une présence militaire dans cinq avant-postes.

## Quatre morts dans une nouvelle frappe américaine dans le Pacifique



Quatre personnes ont été tuées lors d'une nouvelle frappe américaine dans le Pacifique contre un bateau de narcotrafiquants présumés, selon l'armée américaine, qui a dû répondre à des questions de plus en plus vives du Congrès sur la légalité de sa stratégie dans la région.

La vidéo a été diffusée après une longue journée d'audition au Congrès qui interrogeait jeudi des hauts responsables militaires sur la légalité des frappes débutées en septembre.

Depuis, Washington a conduit des opérations causant la mort de 87 personnes contre des embarcations, en mer des Caraïbes en particulier, sans fournir de preuves de leur lien avec le narcotrafic.

L'administration du président Donald Trump et le ministre de la Défense, Pete Hegseth, sont vivement critiqués pour une opération au cours de laquelle l'armée a lancé une seconde salve contre un navire déjà touché dans les Caraïbes, tuant deux survivants de la première frappe.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### DIPLOMATIE ET ODEURS MALSAINES

vent reposer sur de la gadoue. Une telle incarcération à ce niveau pour méfait grave doit laisser penser qu'au niveau des âtres où l'on triture la destinée du monde les préparations sont sérieusement faussées.

On savait déjà que des odeurs malsaines émanaient parfois des couloirs des institutions officielles européennes. Des élus déguisés en redresseurs sont pris la main dans le sac et à l'image du Rassemblement National français ne se sont pas gênés à piétiner la morale. Marine Le Pen, récemment condamnée, fait elle aussi partie du lot des mages corrompus pour que les langages des tiers avec les politiciens européens s'accompagnent de légitimes sus-

picions. Il semble que la fâcheuse déclinaison politique n'est pas une donnée réduite pour croire à la sainteté des institutions occidentales. L'incarcération de l'ancien président de la République française et donneur de leçons Nicolas Sarkozy a livré une image nette de la réelle représentation de ceux qui s'affichaient en dinosaures du bien et du juste. En s'agrippant sur le dos de Kadhafi et s'emmêlant les pieds avec lui, il n'a finalement produit qu'une bave malodorante empestant le peuple français en entier et salissant ce que représentaient la liberté, l'égalité et la fraternité de sa révolution.

Tant qu'à faire, d'autres que lui et que l'ex-chef de la diplomatie européenne, sans doute plus puissants qu'eux ne s'embarrassent plus de retenue pour mettre en relief les déconvenues d'un monde en déconfiture.

## Des migrants disparus au large de Lampedusa, une quarantaine secourus



Cinq migrants, dont un mineur, ont disparu mercredi lors de la traversée entre la Tunisie et l'île italienne de Lampedusa, a indiqué jeudi l'ONG Save the Children, qui cite des témoignages de survivants. «45 personnes ont été secourues par les gardes-côtes italiens, dont 25 mineurs non accompagnés. Cinq personnes seraient portées disparues, dont un mineur», a déploré de son côté le porte-parole du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) Filippo Ungaro sur le réseau social X. «Une autre tragédie a eu lieu sur la voie de la Méditerranée centrale, une des plus mortelles au monde», a dénoncé Save the Children, citée par l'agence ANSA. «Selon les premiers témoignages des survivants, partis de Tunisie et arrivés hier soir à Lampedusa, au moins 5 personnes, dont un mineur, sont portées disparues», a précisé l'ONG. Selon le média local Agrigento Notizie, les migrants originaires de Gambie, Sierra Leone, Mali, Sénégal, Guinée et Côte d'Ivoire ont indiqué aux garde-côtes qu'ils étaient partis de Sfax en Tunisie sur une barque métallique de 7 mètres.

## Eurovision 2026 : plusieurs pays annoncent leur boycott contre la présence d'Israël



Les diffuseurs de l'Espagne, des Pays-Bas, de l'Irlande et de la Slovaquie ont annoncé qu'ils ne participeront pas à l'édition 2026, sur fond de critiques contre Israël.

D'autres boycotts pourraient être annoncés, comme celui du diffuseur islandais RUV, qui prévoit une décision «mercredi». Les diffuseurs ont peu de jours pour se décider, la liste finale des participants devant être annoncée «avant Noël», selon l'UER.

«La situation à Gaza, malgré le cessez-le-feu et l'approbation du processus de paix, ainsi que l'utilisation du concours à des fins politiques par Israël, rendent de plus en plus difficile le maintien de l'Eurovision en tant qu'événement culturel neutre», a réagi le secrétaire général de la chaîne de télévision publique espagnole RTVE, Alfonso Morales. A Dublin, le groupe audiovisuel public irlandais RTE a dénoncé les «pertes humaines effroyables à Gaza», tandis que le diffuseur néerlandais Avrotros a évoqué une «incompatibilité» de ses valeurs avec la participation d'Israël.

Des événements sidérants surviennent comme des giclées d'eau glacée dans les hautes sphères politiques mondiales. Leurs effets redimensionnent, à sa juste valeur, la nature réelle d'acteurs importants qui ont le pouvoir de conditionner la marche du monde et auxquels on accordait un crédit que l'on pensait objectif. La réalité est cependant tout autre, et l'on s'aperçoit que le profil que l'on se faisait d'eux et la hauteur qu'on leur attribuait étaient surdimensionnés non sans une certaine naïveté.

Federica Mogherini, l'ex-patronne de la diplomatie européenne vient d'être mise en prison pour corruption. On n'a plus de peine à se convaincre que les soubassements de la diplomatie de Bruxelles peu-